

ÉDITO : L'heure des brutes à nouveau ?

Le spectacle de la brutalisation des relations internationales peut laisser sans voix ! Il sidère même ! Et pousse les Européens à réagir (pp.1-5) Les élèves de Géopoliticus répondent par l'étude, la connaissance et l'humour, à l'heure où, de l'autre côté de l'Atlantique, l'administration Trump licencie ses meilleurs scientifiques et choisit l'obscurantisme (p.6)

Notre journal est fidèle à ses deux lignes éditoriales : des articles de fond, solidement étayés par la lecture de la presse, et des dessins de presse à l'humour caustique et incisif.

Quatre-vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, à l'heure où les derniers témoins de la Shoah s'adressent inlassablement au monde, peut être une des dernières fois, la montée de l'extrême droite partout en Europe annonce un péril pourtant déjà connu, déjà condamné par la justice des hommes...déjà oublié ? (pp.7-11)

Si elle n'est pas déjà au pouvoir dans les pays européens, elle y compte ou l'influence déjà La nouvelle BD de Faustine Bouchet nous rappelle que le front des valeurs démocratiques doit tenir.

Autres mouvements de fond dans un monde sous influences, l'avancée des projets chinois et russes en Amérique latine, en Afrique où l'Occident semble perdre du terrain (p.12-14)

La Syrie a vu son dictateur enfin tomber. Nos élèves présentent les premiers éléments de sa transition...vers quoi ? (p.15)

Au Moyen-Orient, c'est l'influence de l'Iran qui semble reculer, redistribuant les cartes dans la région (p.17-18)

Enfin, 2025 est l'année de l'Océan et l'actualité ne doit pas nous faire oublier les enjeux environnementaux qui devraient être prioritaires. (pp.19-22)

Bonne lecture !

Jean-Louis Bonnafous et Pierre Lhuintré enseignants en HGGSP

Nouveau désordre mondial :

Un Trump dans un jeu de quilles



Brutalisation, sidération...réaction ?

Le Groenland à conquérir, Gaza « version club Med », l'Ukraine vendue pour un baril de terres rares.... Donald Trump applique à la géopolitique la meilleure des techniques new-yorkaises : le marteau-piqueur . Sa diplomatie du choc redessine la planète au rouleau compresseur !

« Donald Trump n'a jamais vu une carte du monde, seulement des plans de lotissement ». Pour lui, Gaza devient une station balnéaire, la Corée du Nord une franchise d'hôtel, et le Groenland un terrain à racheter avant que la concurrence s'en mêle. Sa vision de la géopolitique ? Celle d'un homo economicus, comme le rappelle le chercheur Andrew Fox : Trump applique partout sa logique de promoteur immobilier et tant pis si les voisins hurlent, rapporte Le Figaro du 2 mars

2025. Trump éprouve ce qui tient et ce qui ne tient pas en projetant des idées aussi déstabilisantes que farfelues : « formuler des propositions hors de propos pour déstabiliser ses adversaires » comme le note le philosophe Michel Eltchaninoff dans Le Figaro. Cette stratégie de la sidération, devient l'arme diplomatique préférée de celui qui négocie à coup de masse comme l'illustre la vidéo IA partagée sur Truth Social, représentant Gaza transformée en Riviera du Proche Moyen-Orient, avec des statuettes dorées de Trump, des dollars pleuvant sur Elon Musk et des cocktails et autres transats avec Netanyahu. Une œuvre d'art dégénérée ou un projet présidentiel ? Peu importe le crédit à accorder à l'idée ! « Cette image surexposée a rempli son rôle objectif » : nourrir la sidération et accessoirement faire diversion, selon Libération du 3 mars 2025. « Trump ne propose pas, il impose. Il ne persuade pas, il écrase ! » Et derrière cette diplomatie

Un dessin d'Ambré Formey de Saint Louvent (PG05)

Brutalisation, sidération ...réaction ?

bétonnière, on retrouve une façon d'être constante : exhiber les muscles d'une Amérique viriliste jusqu'à obtenir, par le rapport de force, une victoire à vendre à son électorat américain, résume **Le Figaro** de mars 2025. « Gaza », selon Trump, « n'est pas un champ de ruines humain mais une opportunité d'investissement ». Une paix achetée comptant, avec quelques expulsions au passage.

Plus que jamais, le monde devient un Monopoly version Trump. À ceci près qu'il se construit sur des ruines, vend des illusions et hypothèque l'avenir à coups de tweets en capitales. La diplomatie, pour lui, c'est **The Apprentice** avec des missiles en bonus.

Il y a des alliances stratégiques... et les offres et autres soldes commerciales d'hiver version Trump. Depuis son retour à la Maison-Blanche, l'ex-magnat de l'immobilier a une devise claire : « si tu veux mon soutien, file les clés du coffre ».

Pour l'Ukraine, l'addition est salée. Volodymyr Zelensky, accusé de jouer au chef d'État sans élections, s'est vu offrir un marché à la Trump : une aide militaire américaine contre des minerais précieux. La réponse du président ukrainien fut sans ambiguïté : « Je défends l'Ukraine, je ne peux pas vendre notre pays. C'est tout ! » selon **Le Monde** du 21 février 2025. Mais dans l'univers de l'ancien animateur de **The Apprentice**, un refus vaut élimination ! Trump, « balance » un communiqué truffé d'approximations et de provocations : un comédien au succès modeste a persuadé les États-Unis de dépenser 350 milliards de dollars pour une guerre qui ne pouvait pas être gagnée (**Le Monde**, 21 février 2025). Faux, bien sûr ! L'aide réelle est estimée à 114,2 milliards. Mais l'essentiel est ailleurs : « humilier l'allié devenu embarrassant ». Dans les rues de Kiev, la sidération est palpable. Les Ukrainiens, accoutumés aux missiles russes, ne s'attendaient pas à recevoir un tir de missile diplomatique venu de Washington. Les États-Unis veulent nos métaux, mais ils ne donnent rien en échange, résume un adolescent interrogé dans le tumulte des sirènes (**Le Monde**, 21 février 2025).

.En Europe, la claque est partagée. L'Amérique a perdu son âme, tranche **Ouest-France** le 6 mars 2025. Certains dénoncent une présidence devenue quasi mafieuse et adepte de la loi du plus fort. Zelensky devient l'ultime rempart

WASHINGTON, 28 février 2025

LE CHEMIN DE CROIX DE ZELINSKY



ECCE HOMO !
...mais pas sur son 31 !

ILS VONT ME
CRUCIFIER !

Montage GEOPOLITICUS

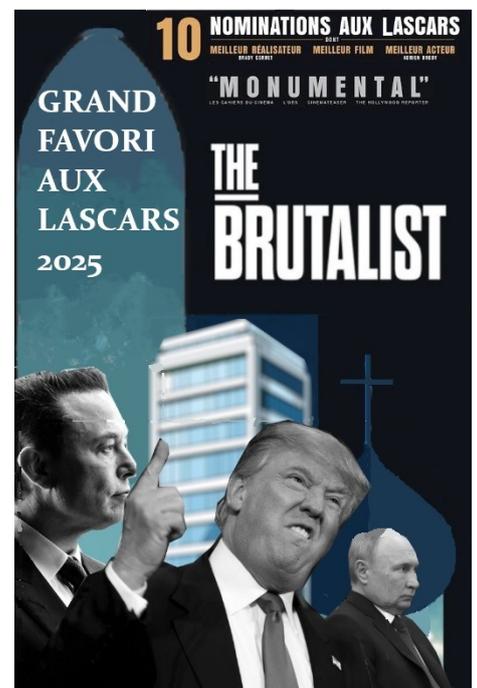
TRUMP ou LE COMPLEXE DE NÉRON



Un dessin de Faustine BOUCHET (TG01)

« Ce sera un bon moment de télévision ! » Donald Trump, 28 février 2025

moral ! Face à cette politique de la gifle et du chantage, certains Européens rêvent de réagir. Une chaîne humaine de Londres à Kiev, propose un lecteur de l'Ille-et-Vilaine, pendant qu'un autre suggère de réveiller une Europe tétanisée et de se préparer à une OTAN sans les États-Unis. Car sous ses airs de bonimenteur de casino, Trump appuie là où ça fait mal. Il a compris que les divisions européennes sont leur plus grande faiblesse (Ouest-France). Et pendant qu'il calcule ses deals, l'Europe, elle, calcule ses impérities. Dans le grand jeu des puissances, Donald Trump ne se contente pas de déplacer les pions : il retourne l'échiquier et joue au mikado avec les alliances. Résultat ? Le Kremlin, jusqu'ici habitué à brandir l'Amérique comme l'ennemi héréditaire, se retrouve soudain confronté à une question existentielle : « que faire quand votre



Montage GEOPOLITICUS

pire adversaire commence à parler comme vous ? ». Depuis son retour au pouvoir, Trump multiplie les clins d'œil à Moscou. Il accuse l'Ukraine d'avoir provoqué la guerre, qualifie Zelensky de « dictateur sans élections », et affirme que les Russes ont les cartes en main selon **Le Monde** du 21 février 2025. Une déclaration que même Vladimir Poutine n'aurait pas osé formuler aussi frontalement.

À Kiev, le constat est glaçant : Trump a donné l'Europe à Poutine, *Make Russia Great Again* ? Poutine est déjà à la Maison-Blanche, lit-on dans la presse ukrainienne. Sergiy Sydorenko, journaliste ukrainien, lâche même : « Poutine n'a pas besoin de se rendre aux États-Unis ... il est déjà présent à la Maison-

Blanche ! ». Ce rapprochement inattendu oblige Moscou à réviser son narratif. Exit le grand Satan américain ? Pas si vite.

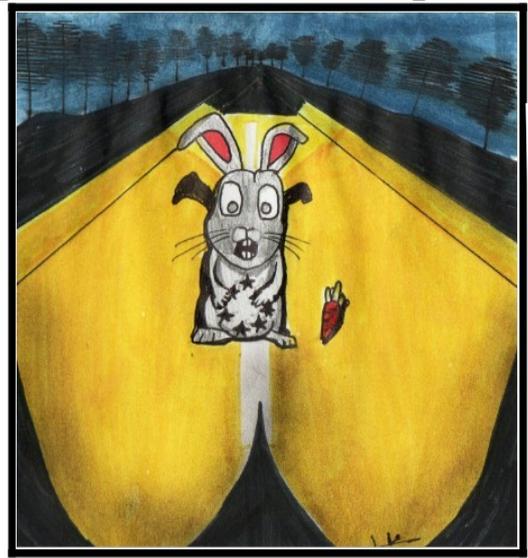
Mais en coulisses, les communicants du Kremlin ajustent les éléments de langage : « l'ennemi pourrait désormais être... l'Europe ». Plus faible, plus divisée, plus coloniale. Une cible plus facile, surtout avec une Amérique qui joue double jeu.

Dans ce jeu de dupes où les rôles s'inversent et les masques tombent, la Russie découvre que son allié inattendu est peut-être aussi instable qu'imprévisible. Et pendant qu'elle redéfinit ses ennemis, Trump redéfinit les règles, voire le jeu lui-même ■

Sarah Cloud (PGO7), Léa Chiasson et Marwa Belghoul (PGO2).

Gogofast on trucks :

De la peur et du courage dans les négociations avec Trump !



Un dessin de Camille LEMÉE

L'UE ou le syndrome du lapin dans la lumière des phares.

Trump et sa diplomatie: l'art d'écraser ses alliés

Depuis son retour triomphal à la Maison Blanche en janvier 2025, Donald Trump a imposé une diplomatie de choc qui a profondément bouleversé les équilibres géopolitiques traditionnels. Loin du soft power habituel des présidents américains, le 47ème président pratique une méthode brutale. Une approche qui a particulièrement visé l'Ukraine et les Alliés européens, révélant une vision transactionnelle des relations internationales où la loyauté se mesure à l'aune des concessions obtenues.

Zelensky, premier domino tombé. Le 2 mars 2025 restera comme une date noire pour la diplomatie ukrainienne. La rencontre entre Trump et Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale tourne au règlement de comptes. Sous le feu des caméras, le président américain accuse son homologue de « manquer de respect aux contribuables américains », créant un choc dans les pays occidentaux : « Le clash entre Trump et Zelensky est juste sidérant. Du jamais vu ! La géopolitique et sa violence diplomatique sur un plateau de télé-réalité » (La Voix du Nord, 2 mars 2025). Cette mise en scène calculée précède un coup encore plus dur : le gel de 3,85 milliards de dollars d'aide militaire américaine, une décision qui « pourrait handicaper l'armée ukrainienne dès l'été [...] le temps dont dispose l'Ukraine avant d'affronter d'immenses problèmes dépendra de sa capacité à s'adapter » (Le Figaro, 7 mars 2025). Pour les observateurs, cette volte-face s'inscrit clairement dans « l'arrêt de l'aide militaire [qui] était d'ailleurs une demande de Vladimir Poutine » (Le Figaro, 7 mars 2025). **L'Europe sous le choc : entre indignation et réveil stratégique.** La brutalité trumpienne n'épargne pas les Alliés européens. Le vice-président J.D. Vance enfonce le clou en qualifiant sans détour la France et le Royaume-Uni de « pays quelconque[s] qui n'[ont] pas mené de guerre depuis 30 ou 40 ans » (Les Échos, 4 mars 2025).



Le jeu de déconstruction qui fait FUREUR aux États-Unis

La réaction d'Olaf Scholz ne se fait pas attendre : « Cela ne se fait pas - et surtout pas entre amis et alliés ! [...] La direction que prendra notre démocratie, nous seuls en décidons » (Les Échos, 15 février 2025). Emmanuel Macron, de son côté, appelle à un « réveil stratégique » de l'Europe, déclarant que « ce modèle [...] qui consiste à dire que nous avons le marché chinois comme débouché, que nous avons le parapluie américain pour notre sécurité [...] il faut l'oublier » (Les Échos, 15 février 2025).

La méthode Trump : un cocktail détonnant de brutalité et de calcul. L'analyse des différents épisodes révèle une stratégie délibérée

articulée autour de trois axes. D'abord, l'humiliation publique comme outil de pression, comme en témoigne le traitement réservé à Zelensky. Ensuite, le chantage matériel : outre le gel de l'aide militaire, Trump menace explicitement de couper l'accès aux renseignements satellitaires et au système Starlink, pourtant vital pour les communications militaires ukrainiennes :

« Si Starlink est déconnecté, le commandement et le contrôle peuvent être désorganisés dès la première heure et les problèmes commenceront immédiatement » (Libération, 5 mars 2025). Enfin, la réécriture des narratifs : en présentant « l'Ukraine [comme] un pays créé artificiellement qui ne devrait pas exister, peuplé de Russes qui veulent rentrer chez eux » (Libération, 5 mars 2025), Trump justifie son rapprochement avec Moscou. **Conséquences et résistances.** Les effets de cette diplomatie brutale se font déjà sentir. En Ukraine d'abord, le pays « est beaucoup moins dépendant de l'aide américaine qu'il y a un an, nous pouvons remplacer beaucoup de choses » explique Oleksandr Musiienko. En Europe, la réaction s'organise aussi après les vives réactions de la France et l'Allemagne face au discours agressif du vice-président américain. En somme, il est nécessaire, comme le souligne La Voix du Nord, de repenser la sécurité européenne sans compter sur « la versatilité du 'maître du monde' ». ■

Par Tom Boirivant, TGO2.

DOMMAGES COLLATÉRAUX

HEIN ? WTF !!!

- Et le RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?
- Et le coup d'état du CAPITOLE ?
- Et le droit à l'AVORTEMENT ?
- Et les droits des minorités sexuelles ?
- Et le respect des CANADIENS, GROENLANDAIS, PANAMÉENS... ?
- Et la défense des UKRAINIENS ?

IL N'ENTEND PAS LES AUTRES... CE N'EST PAS DE SA FAUTE !!! C'EST UN EFFET POST-TRAUMATIQUE !

Trump, la sécurité de l'Europe et l'OTAN

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et les menaces russes suscitent de vives inquiétudes en Europe et au sein de l'OTAN. Un possible désengagement américain pourrait bouleverser l'équilibre sécuritaire du continent.

Avec le retour de Trump à la Maison-Blanche, la question du financement de l'Otan par les États-Unis revient au premier plan. Au sein de l'Otan, chaque État membre doit contribuer au budget à hauteur de 2% de son PIB. Or, Trump exige jusqu'à 5% du PIB, menaçant de réduire l'engagement américain si les alliés ne respectent pas leurs obligations. Pour le responsable américain Richard Grenell, « on ne peut pas demander au peuple américain d'élargir le parapluie de l'OTAN alors que les membres actuels ne paient pas leur juste part » rapporte **La Tribune** le 24 janvier 2025.

Deuxième exigence, Trump menace de conditionner l'engagement américain à une augmentation des achats d'armes « *Made in America* » rapporte **Le Monde** du 25 janvier 2025. L'« ami américain » n'a jamais été amical dans la guerre entre ses entreprises de défense et leurs concurrentes européennes.

Selon Louis Gautier, magistrat à la Cour des comptes et spécialiste de Défense à Paris-1, « pour Donald Trump, le monde est un *Monopoly* où tout se négocie », les négociations transactionnelles priment sur les alliances traditionnelles, informe **Le Figaro** du 21 janvier. Trump qualifiait déjà en 2018 l'Otan d'« *obsolète* » et laissait entendre que son article 5 n'avait pas de caractère automatique. Pourtant l'article « stipule qu'une attaque contre l'un de ses membres est une attaque contre eux tous ».

Une garantie de solidarité très éloignée de l'unilatéralisme trumpien. Or l'UE n'est pas prête à un désengagement américain. Alors que la Russie multiplie les opérations de guerre hybride sur le continent, les 27 chefs d'État et de gouvernement, auxquels se joindront le Premier ministre britannique et le secrétaire général de l'Otan, se réunissent à

Bruxelles pour prendre des décisions (Livre blanc) sur l'avenir de la défense européenne. « Les 450 millions de citoyens de l'Union européenne ne devraient pas dépendre de 340 millions d'Américains pour se défendre contre 140 millions de Russes qui n'arrivent pas à battre 38 millions d'Ukrainiens », y résumait le commissaire à la défense européen Andrius Kubilius.

Les États européens peinent à adopter une position commune face aux pressions de Trump. Il y a les Atlantistes et les Européistes. La France a décidé de « montrer ses muscles » expliquent **Les Échos** le 21 janvier 2025, considérant cette opportunité comme un moyen de renforcer l'autonomie européenne « en cas de retrait au moins partiel des États-Unis de l'Otan ». Les « industriels du Vieux Continent pourraient regagner des parts de marché » estimaient des industriels français de défense, le 15 janvier, lors d'un colloque organisé à Paris (**Le Monde**, 25/01/25)

« L'Europe se rend compte qu'elle ne doit plus seulement vivre sans l'Amérique, mais peut être face à l'Amérique, voire contre elle » analyse le politologue Dominique Moïsi dans **Les Échos**. Dans la Pologne si longtemps atlantiste, la prise de conscience est en bonne voie. Le premier ministre polonais Donald Tusk affirme que « si l'Europe veut survivre elle doit s'armer » rapporte **Libération** le 3 février 2025.

En effet, avec les dépenses militaires actuelles des 27 pays membres de l'UE, soit 326 milliards d'euros, « L'Union Européenne ne pourrait mener que 10% des opérations de l'US Army » selon **Libération**. Aussi, l'objectif affiché en mars par l'UE de

consacrer 800 milliards d'euros pour mettre l'Europe de la défense en ordre de marche semble aller dans la bonne direction.

Quant à la dissuasion nucléaire, elle entrerait dans une autre époque. L'annonce le 5 mars 2025 par le président Macron de proposer d'ouvrir « la protection de notre dissuasion à nos alliés européens » ressemble à un tournant historique

Clara Marangon (TG06)

LA PAROLE EST À LA DÉFENSE ...EUROPÉENNE



« Qui peut dire si, dans l'avenir, les deux puissances qui auraient le monopole des armes nucléaires ne s'entendraient pas pour partager le monde? » Nous nous doterons donc de l'arme nucléaire !



Montage GEOPOLITICUS



Brutalisation, sidérationréaction ?



Filiz Atikan

Le Menu Worst Of de M.Donald: Le monde selon Trump

L'Europe face au retrait américain : vers une autonomie stratégique crédible ?

Avec le retour de Trump, l'Europe se retrouve contrainte de repenser sa sécurité à l'échelle du continent. Mais est-elle prête à devenir une puissance indépendante ?

Le 2 mars 2025, un sommet international s'est tenu à Londres, réunissant les dirigeants de l'Union européenne, de l'OTAN, du Canada et de la Turquie. Selon **Libération** du 3 mars 2025, l'objectif était de montrer l'unité occidentale face à Moscou, malgré les incertitudes liées à la politique américaine. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, a été accueilli comme un symbole d'espoir, et a reçu le soutien du Premier ministre britannique Keir Starmer, qui a annoncé l'envoi de 5 000 missiles et proposé la création d'une « coalition des bonnes volontés ».

Mais selon **Le Figaro** du 4 mars 2025, l'Europe est confrontée à un tournant stratégique. Le lien transatlantique s'est fragilisé, ce qui pousse les dirigeants européens à envisager des solutions autonomes. Un plan d'aide militaire de 20 milliards d'euros est en discussion, mais reste bloqué par le premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui est favorable à un dialogue avec Moscou. Malgré ces tensions, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, plaide en faveur d'un « réarmement massif », et le premier ministre polonais, Donald Tusk, appelle à une Europe leader du « monde libre ». Cette volonté de reprise en main s'est illustrée à Paris lors d'une réunion informelle à l'Élysée. Emmanuel Macron, accompagné de plusieurs chefs d'État européens, a affirmé la nécessité d'une réponse commune. Selon **Les Échos** du 17 février 2025, la menace russe est désormais perçue comme globale. Zelensky a exprimé sa crainte que Washington « fasse plaisir à Poutine », accusant l'Europe d'être « militairement faible ».

Le débat s'étend désormais à la dissuasion nucléaire. Emmanuel Macron a déclaré, selon **Le Figaro** du 28 février 2025, qu'il était disponible pour que cette « discussion s'ouvre », répondant ainsi à Friedrich Merz, futur chancelier allemand,

Montage GEOPOLITICUS

Construire un nouvel ordre mondial !

qui propose un élargissement du parapluie nucléaire français à l'Europe. Le **Monde** du 5 mars 2025 explique que la France, qui possède une force de frappe autonome, est perçue comme une alternative crédible à la protection américaine. La Pologne, plus radicale, évoque même l'idée de se doter de l'arme nucléaire.

La menace grandit avec le retour des missiles à moyenne portée. Le 21 novembre 2024, la Russie a tiré un missile Orechnik sur la ville ukrainienne de Dnipro. Selon **Le Monde** du 11 janvier 2025, cette arme « duale », capable de transporter une charge nucléaire ou conventionnelle, pourrait être déployée en Biélorussie. La France commence à réagir, mais accuse un grand retard. Le dilemme stratégique se pose : que faire si un missile russe frappe l'Europe sans être nucléaire ? Faut-il riposter, et avec quelles armes ?

Enfin, les tensions entre l'Europe et les États-Unis se sont aggravées lors de la visite d'Emmanuel Macron à Washington, le 24 février 2025. Selon **Le Monde** du 26 février 2025, le président français défend une paix durable avec garanties, alors que Donald Trump cherche un accord rapide, sans se soucier des revendications ukrainiennes. Macron rappelle que l'Europe finance déjà 60 % de l'aide globale, tandis que Trump critique l'engagement européen, préférant des « gains économiques immédiats ».

Les initiatives européennes se multiplient, mais peinent à convaincre. La construction d'une autonomie stratégique demande des moyens, une volonté collective et surtout, du temps. En attendant, c'est un équilibre instable qui prévaut, entre dépendance et ambition d'indépendance. Et pendant ce temps, l'Ukraine résiste, sans savoir encore sur qui elle pourra compter demain. ■

Pauline Fortin (TGO8) et Harmony Huet (TGO2).

La mappimonde de Donald



DOCUMENT DE TRAVAIL
TOP SECRET
CLASSIFIED

Un dessin d'Emma Galy (TG02)

Brutalisation,
sidération...réaction ?

DUMB AND DUMBER At School



ON VA RELEVER LE NIVEAU !

Une réaction universitaire ?

HARVARD (Cambridge) « fait de la résistance » : La décision de Harvard de ne pas céder aux sommations du gouvernement en matière de recrutement, d'admission et de programmes pourrait inciter d'autres universités à se rebeller à leur tour » raconte le *New York Times* du 16 avril dernier.

YALE (New Haven) : un millier d'enseignants ont signé une lettre appelant les dirigeants de l'université à dénoncer les sommations de Trump. Yale a attaqué l'administration Trump en justice contre le gel de 2,2 milliards de dollars de subventions fédérales. (*L'Est Républicain*, 23 avril)

MIT (Boston) : Le président du Massachusetts Institute of Technology a condamné le traitement réservé par le gouvernement Trump à ses étudiants internationaux : la « révocation des visas qui affectait plusieurs milliers d'étudiants depuis quelques semaines dans toutes les grandes universités du pays ». L'administration Trump est revenue provisoirement sur cette révocation (*Le Monde*, 26 avril)

BERKELEY (San Francisco) : Sous le coup d'une enquête pour « antisémitisme » après les manifestations de soutien à Gaza, et d'un gel des crédits, « les professeurs de Berkeley ont pris les devants. La résolution demande au président de l'université de Californie de contester en justice la résiliation des contrats de recherche, de financer une aide juridique pour les étudiants et universitaires faisant l'objet de « révocations arbitraires » de leur visa, et de s'abstenir de partager les informations personnelles des membres de la collectivité ou les images des caméras de surveillance internes à la police du campus ». Berkeley n'a pas dit son dernier mot, dans *Le Monde*, 23 avril.

L'offensive s'est d'abord manifestée par une restructuration radicale des institutions scientifiques fédérales. « L'Agence de protection de l'environnement va voir son budget amputé des deux tiers », rapporte *L'Humanité* du 10 mars 2025, tandis que la Fondation nationale pour la science « licencie 10% de ses effectifs ». Ces coupes budgétaires massives s'inscrivent dans ce que Cédric Villani décrit dans *L'Humanité* comme « pire encore que sous le maccarthysme », une comparaison historique soulignant le caractère inédit de cette répression. Pourtant, l'administration Trump est allée bien au-delà des simples restrictions financières. L'administration a instauré une censure idéologique en bannissant des centaines de termes scientifiques. Selon *La Croix* du 13 mars 2025, « 200 mots ont été supprimés des sites fédéraux », tandis que *Les Échos* du 26 février documentent l'interdiction explicite de concepts comme « changement climatique » dans les demandes de subventions. Parmi les termes prohibés figuraient aussi « diversité », « équité » et « justice sociale », comme le révèlent les témoignages de chercheurs dans *Le Monde* du 14 mars.

Dans le même temps, une inquiétante purge numérique a été menée. « Beaucoup de pages Web ont disparu des sites fédéraux », selon *La Croix* du 13 mars 2025, tandis que des programmes clés comme l'observation terrestre de la NASA étaient purement et simplement suspendus. Comme le déplore *Les Échos* du 26 février 2025, le programme de la NASA « chargé du relevé des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, a été supprimé » privant la communauté internationale de données essentielles.

Face à cette situation, la résistance s'organise à plusieurs niveaux.

Le mouvement *Stand Up for Science* a rassemblé des milliers de chercheurs à travers le monde, brandissant des pancartes comme « L'ignorance tue des gens. La science tue l'ignorance » (*La Croix*, 13 mars 2025). Parallèlement, des initiatives comme le *Data Rescue Project* tentent de sauvegarder les données menacées, tandis que des universités européennes, notamment Aix-Marseille, ouvrent leurs portes aux scientifiques persécutés. Eric Berton, président de l'université, constate fièrement qu'« une cinquantaine de candidatures » leur a déjà été envoyée (*Le Monde*, 14 mars 2025).

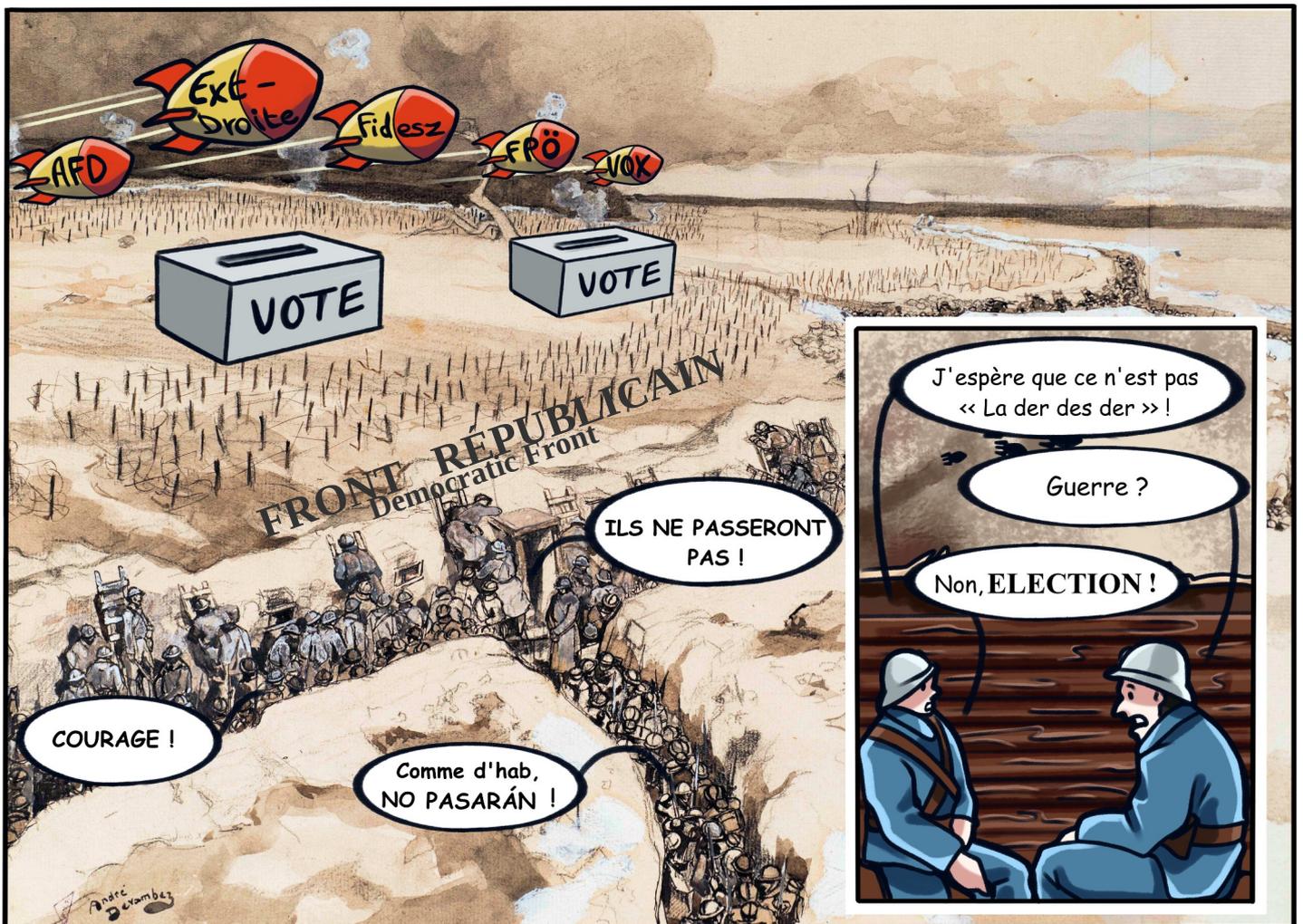
Les conséquences de cette politique anti-science dépassent largement les frontières américaines. « Les États-Unis produisent 23% des savoirs sur le réchauffement climatique », rappelle *La Croix* du 13 mars 2025, ce qui rend leur marginalisation particulièrement préoccupante pour la lutte contre le changement climatique. L'Académie des sciences française s'alarme d'ailleurs des « dégâts causés en si peu de temps [qui] seront beaucoup plus longs à réparer » (*L'Humanité*, 10 mars 2025).

Cette offensive sans précédent contre la communauté scientifique pose une question fondamentale : quelle place pour la connaissance dans nos sociétés ? Comme le résume Olivier Berné, astrophysicien, « les sciences représentent un horizon commun de vérité qui permet de distinguer les faits des opinions » (*L'Humanité*, 10 mars 2025). Un horizon aujourd'hui gravement menacé par une administration qui, selon Marion D'Allard pour *L'Humanité*, « rêve du triomphe de l'à-peu-près, des faits alternatifs ». Dans ce contexte, la défense de la science apparaît plus que jamais comme un combat pour la démocratie elle-même. ■ Tom Boirivant (TG02)

Autodafé pour la connaissance ?



Sur le Front



L'extrême-droitisation de l'Europe

Autriche : le FPÖ sur les marches de la Chancellerie

La victoire électorale du parti FPÖ en décembre dernier illustre le retour d'idées d'extrême droite dont le pays était sorti meurtri en 1945.

Les élections législatives autrichiennes ont placé le FPÖ (Parti de la liberté) en tête des sondages avec 28 % des voix, le 29 décembre dernier. Son président, Herbert Kickl a profité des scandales de l'ÖVP (Parti conservateur) pour augmenter sa popularité. Cependant, « peu lui chaut l'énormité du propos quand il dit vouloir devenir le « Volkskanzler » (chancelier du peuple), selon une terminologie qu'utilisa en son temps un certain Adolf Hitler », explique l'Humanité du 27 septembre 2024. Son parti, le FPÖ a été « fondé en 1955 par d'anciens Nazis. C'est, avec le Front National (ancien RN), l'un des premiers mouvements populistes de droite à connaître le succès en Europe », ajoutent Les Échos le 26 septembre 2024.

Un résultat électoral qui sème le trouble, au regard des derniers scandales le concernant. Celui de l'Ibizagate en 2017, lorsque le vice-chancelier FPÖ Heinz-Christian Strache, avait été surpris et filmé dans des malversations illégales avec une oligarque russe. En 2018, des élus locaux étaient suspendus pour propos antisémites. En juillet 2023, des militants FPÖ participaient à une marche contre l'islamisation et pour « un pouvoir ethnique blanc ». Enfin, des cadres du FPÖ avaient été surpris entonnant un hymne SS lors d'un enterrement, quelques jours avant les élections, rappelle Le Monde du 1^{er} Octobre 2024.

Herbert Kickl et le FPÖ ne s'embarrassent pas de nuances pour présenter les migrants comme des « profiteurs du système », dont le nombre croissant « menacerait l'intégrité même de la nation » selon l'Humanité du 27 septembre 2024. Pour eux, Kickl ose le mot de « remigration ». Il compte également arrêter les demandes d'asiles selon Les Échos du 26 septembre 2024, car selon lui « en Autriche, 80 % des demandeurs d'asile reçoivent une réponse négative, et pourtant ils restent ». L'Europe n'est pas épargnée par le FPÖ. En effet « Kickl partage les positions eurosceptiques de son parti qui, dans son programme, prévoit d'amputer les compétences des institutions européennes

et de créer une « forteresse Autriche » au sein de l'espace Schengen » nous rapporte Courrier international du 29 janvier 2025.

En matière de politique étrangère, le parti souhaite une politique de paix contre l'OTAN et ne pas participer aux sanctions contre la Russie. « Herbert Kickl s'insurge contre les sanctions européennes imposées à la Russie ; le FPÖ considère que le gaz russe a et aura encore un rôle majeur à jouer dans la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE », selon Courrier International du 29 janvier 2025.

Aujourd'hui, bien que le parti ait réuni 28 % des voix, il n'a pas réussi à entrer au gouvernement. Personne ne veut s'allier avec lui.

Le nouveau gouvernement formé le 22 février dernier associe le Parti social-démocrate, le Parti populaire et le parti libéral et sera dirigé par le chancelier Christian Stocker. (Le Monde, 27 février 2025) In extremis, l'extrême droite ne revient pas à la chancellerie

■ Faustine Bouchet TG01

La mise Orbán de l'Europe ?

Si l'extrême droite progresse dans tous les États européens, elle s'est très largement enracinée en Hongrie avec Viktor Orbán. Quelle influence Orbán a-t-il en Europe et à travers le monde ?

Viktor Orbán est le leader du Fidesz, un parti politique de droite, nationaliste et conservateur en Hongrie, pays dans l'UE depuis 20 ans. Sous sa direction, le Fidesz a adopté des politiques autoritaires, mettant l'accent sur la préservation de l'identité nationale hongroise, la lutte contre l'immigration et une vision chrétienne de la société. Il a aussi renforcé le contrôle sur les médias et l'indépendance judiciaire, suscitant des critiques en Europe pour ses dérives vers un régime illibéral. Peut-on dire que la Hongrie est toujours une démocratie ? Si les libertés fondamentales sont respectées, derrière cette façade se cache en réalité une trajectoire prédéfinie, qui retire petit à petit les bases de la démocratie pour «devenir « une autocratie électorale » où les libertés sont menacées », l'état de droit en danger, selon Les Échos du 18 juillet 2024.

Ce plan s'étend dans plusieurs domaines : sur le plan judiciaire, progressivement, des réformes limitent l'autonomie des juges et placent les tribunaux sous influence politique. Au sujet des médias et réseaux sociaux, « l'audiovisuel public est devenu un instrument de propagande », selon Les Échos, et les médias privés ont été repris par des personnes proches du pouvoir qui vont dans le sens des décisions du gouvernement. L'exemple d'Euronews est parlant : la chaîne d'infos

Un piédestal pour Orbán ?



Tia Vincent



La peste brune est de retour ?



Super Promo!

Le remède le plus efficace de notre pharmacopée

À prendre régulièrement, en respectant la posologie.

Traitement à renouveler, en insistant, pour garantir les résultats.

Montage GEOPOLITICUS

européenne est désormais aux mains de proches d'Orbán. Le Monde du 13 avril 2024 rapporte que « des entités proches du Premier ministre ont été très largement impliquées dans cette opération ». Le but étant de modifier en faveur d'un discours nationaliste et conservateur le paysage médiatique.

Le plan d'Orbán fascine les partis d'extrême droite à l'Étranger. Il « use de son aura et de sa longévité au pouvoir pour développer une stature internationale », selon Les Échos, ce qui lui permet un large réseau de contacts. Sur le continent, Orbán et Meloni ont, d'après Courrier International du 16 octobre 2024, « entretenu des relations très étroites » pour que celle-ci atteigne le pouvoir. Il se rapproche aussi du parti autrichien FPÖ ainsi que des Libéraux populistes tchèques du parti ANO pour « former le groupe Patriotes pour l'Europe », d'après L'Opinion du 1er juillet 2024. Plus important encore, V. Orbán fait de la Hongrie le pays qui « accueille deux jours durant la fine fleur du nationalisme mondial, la CPAC », rapporte l'Humanité du 25 avril 2024 : des figures conservatrices comme Geert Wilders, Eduardo Bolsonaro ou Donald Trump, par vidéo. Le but était de diaboliser la gauche et de structurer une droite dure capable de s'imposer aux élections européennes et de bloquer l'UE de l'intérieur. Orbán a utilisé cette réunion pour exporter son modèle illibéral. En dehors de l'Europe, Orbán entretient « une relation aussi asymétrique que complémentaire » avec Xi Jinping, selon Le Figaro du 9 mai 2024 et reste très favorable à une relation avec Vladimir Poutine.

Il ne reste plus qu'à savoir quelle place Orbán occupe dans les discussions avec les États-Unis. En effet, Trump voit l'UE comme « une concurrente », selon Courrier International, et Orbán serait peut-être une solution pour interagir avec la première puissance mondiale. Seulement, « on ne peut guère miser sur Orbán, qui ne défend que ses propres intérêts, qu'importe si c'est au détriment de l'Europe ». Le Premier ministre hongrois fait donc de son pays un oxymore sur l'Union Européenne et diffuse son modèle sur le continent et bien au-delà ■ Nora Abalhadj TG06

L'extrême-droitisation de l'Europe

MÉLONI ET LES MIGRANTS : La vieille méthode de la botte italienne

Meloni, héritière du fascisme mussolinien ?

Giorgia Meloni, la première femme à diriger l'Italie, incarne un gouvernement d'extrême droite, marqué par une politique conservatrice et nationaliste. Dans une partie de l'opinion publique, elle est perçue comme l'héritière de Mussolini.

Son accession au pouvoir a suscité des préoccupations dans son pays comme en Europe concernant le retour d'une vision politique proche du fascisme, une idéologie avec laquelle elle semble avoir des liens historiques complexes. En effet, G. Meloni appartient à une famille politique qui plonge ses racines dans l'histoire du régime fasciste, et son parcours est marqué par une tradition de droite radicale. Son ministre de la Culture, Alessandro Giuli, a milité dans sa jeunesse au sein d'un groupuscule néo-fasciste, ce qui renforce les critiques concernant les origines idéologiques du gouvernement nous renseigne **Le Monde** du 10 septembre 2024.

Les opposants à Meloni lui reprochent également de « minimiser les crimes de Mussolini et la responsabilité des groupes néofascistes » nous informe **Libération** du 29 mars 2024. A l'inverse, G. Meloni considère l'antifascisme comme un facteur de division.

Même si lors de son discours d'investiture, elle a affirmé « ne jamais avoir éprouvé de sympathie pour les régimes antidémocratiques », les actions de son gouvernement semblent contredire ces paroles selon **Libération** du 25 avril 2024.

Sous Meloni, l'Italie a observé une série de mesures coercitives et répressives. Son gouvernement a exercé un contrôle sur les médias du service public, restreint l'accès à l'IVG et limité l'influence des institutions culturelles rapporte **Le Monde** du 27 avril 2024. Le contrôle des médias et la répression de l'opposition sont des outils essentiels de son autoritarisme. En outre, des sanctions sévères ont été imposées aux activistes, allant jusqu'à 60 000 euros d'amende et cinq ans de réclusion en cas de manifestations qui dégénèrent. De plus, une manifestation pour la Palestine a été durement réprimée par les forces de l'ordre.

Le Monde nous informe aussi que Meloni prône « une vision de la société italienne fondée sur une stricte moralité conservatrice, centrée sur des valeurs traditionnelles de famille et de religion ». Son programme vise à imposer des réformes telles qu'une réforme des retraites plus restrictive pour les étrangers dans le secteur artistique, et des mesures sévères contre les parents qui déscolarisent leurs enfants nous rapporte **Libération** du vendredi 29 mars 2024

Sur le plan international, **Le Monde** du 27 Avril 2024 nous rapporte que Meloni affiche une position pro-Poutine, critiquant les sanctions contre la Russie après l'annexion de la Crimée et soutenant la politique de Moscou. En ce qui concerne l'Union européenne, bien qu'elle continue de défendre la place de l'Italie au sein de celle-ci, elle prévoit d'utiliser cette position pour déstabiliser l'organisation de l'intérieur, ce qui inquiète les partisans de l'intégration européenne.

Ainsi, Giorgia Meloni, en imposant un régime plus répressif et autoritaire, représente un tournant inquiétant pour la démocratie italienne. Ses réformes et son discours nationaliste mettent en lumière une volonté de redéfinir la société italienne selon des principes conservateurs, avec des conséquences potentiellement graves pour l'avenir démocratique du pays. Cela s'inscrit dans le contexte général de la montée de l'extrême-droite en Europe ■ **Lila Vergneaud et Valentine Vye-Deloffre (TG08)**



Montage GEOPOLITICUS



Pas si FRATELLI que ça !

Vers une Europe-Forteresse d'extrême-droite ?

Bien qu'ils tentent de se dédramatiser, les partis d'extrême droite continuent de faire de l'immigration un sujet central de leur discours. Leur montée en puissance est particulièrement visible à l'échelle européenne.

Jamais ces partis n'ont été aussi influents dans les débats publics. « Les partis anti-immigration progressent en Europe en focalisant le débat public sur cette question et en martelant leurs idées xénophobes » selon **Libération** du 16 septembre 2024. La montée de l'extrême droite en Europe s'accompagne d'un durcissement des politiques migratoires et conduit à une « Europe forteresse ». Une tendance alimentée par la guerre en Ukraine et la crainte d'un afflux de migrants.

La crise de 2015 qui avait vu un million de Syriens fuir la guerre civile avait déjà marqué l'opinion publique. Les partis d'extrême droite avaient profité de la situation pour réclamer la fermeture des frontières. Ils exploitent aujourd'hui le sentiment d'insécurité ressenti par certaines catégories de la population pour se légitimer. Selon **Le Monde** du 8 juin 2024, « En France, le sentiment d'être abandonné par les responsables politiques de droite et de gauche éprouvé par la population ouvrière a été exploité par l'extrême droite, qui a accusé les « étrangers » de prendre les emplois des nationaux ». Ce discours trouve un écho particulier dans les régions touchées par la désindustrialisation et le chômage. Dans d'autres pays, comme la Hongrie et les États nordiques, les peurs nationalistes restent ancrées, notamment en milieu rural. « Depuis sa création en 2013, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'a cessé de durcir son discours sur l'immigration » selon **Les Échos** du 3 octobre 2024. Le FPÖ autrichien, aux racines néonazies, progresse. Aux Pays-Bas, le PVV au pouvoir durcit le droit d'asile. En Suède, se met en place un budget pour le retour des migrants. À l'échelle de l'UE, le renforcement des frontières extérieures a eu des conséquences dramatiques. Depuis dix ans, des dizaines de milliers de migrants ont perdu la vie en Méditerranée, victimes de naufrages causés par des politiques de dissuasion toujours plus strictes.

Des tensions qui fragilisent l'UE

La crise migratoire crée des fractures politiques au sein de l'UE. Certains États contestent les accords européens et remettent en question leur appartenance à l'espace Schengen. La Pologne et la Hongrie bloquent régulièrement des décisions européennes. Giorgia Meloni, Présidente du Conseil italien, « a signé en novembre un accord avec l'Albanie prévoyant le transfert de migrants en dehors de l'espace Schengen » rapporte **Libération** du 16 septembre 2024. Un modèle de sous-traitance migratoire qui fait polémique et que le Royaume-Uni envisage d'adopter, avec le soutien d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. L'UE est pourtant accusée par les partis d'extrême droite de favoriser une immigration incontrôlée. Pour ne pas perdre son électorat au profit de l'AfD, le chancelier Scholz a même réinstauré des contrôles aux frontières internes en septembre 2024, remettant en cause un des principes fondateurs de l'UE : la libre circulation des personnes. Depuis près de dix ans, l'UE peine à trouver un consensus sur la gestion des migrants. Après quatre ans de négociations, les Vingt-Sept ont finalement adopté fin 2023 un Pacte sur la migration et l'asile, visant à soutenir les pays en première ligne (Grèce, Italie et Espagne) tout en durcissant le contrôle des frontières extérieures, renforçant ainsi le concept d'« Europe forteresse ». En France, le débat reste vif : nombreux sont ceux qui réclament un meilleur contrôle des frontières sans pour autant vouloir quitter l'UE, le Brexit ayant refroidi les souverainistes. Ainsi, l'immigration continue de structurer le paysage politique européen, avec une extrême droite qui gagne du terrain en imposant son agenda ■ **Marianne Sourbadère et Nora Viau (TG02)**



Un dessin de Shana Bidand (S-10)

MONTÉE DES EXTRÊMES EN EUROPE : La libre circulation menacée ?

L'extrême-droitisation de l'Europe

Allemagne : Retour des idées rances

L'Allemagne, première victime du nazisme, a vu l'extrême droite revenir au Parlement, grâce à une percée électorale historique.

Les dernières élections législatives allemandes du 23 février dernier ont confirmé une tendance toujours à la hausse, la montée de l'extrême-droite dans un pays qui s'y est déjà plongé et en est ressorti meurtri il y a tout juste 80 ans.

La formation politique qui incarne ce funeste retour se prénomme Alternative für Deutschland (AfD) qui se traduit par « Alternative pour l'Allemagne ».

Cette très jeune formation créée en 2013 a vu son score aux élections nationales passer « de 10 % à 20 % en 4 ans » selon le journal **La Croix** du 17 février 2025. Elle améliore également son score au niveau régional, notamment dans la région de Thuringe en ancienne Allemagne de l'Est où elle fait 30 %.

On est donc en droit de se demander ce qui a motivé l'adhésion des citoyens allemands.

Tout d'abord l'AfD capitalise sur le rejet de l'immigration dû à l'arrivée importante de migrants voulue par l'ancienne chancelière Angela Merkel (CDU) en 2015. Ensuite, pour séduire les conservateurs, l'AfD se pose comme bouclier face au « wokisme » toujours diabolisé par l'extrême-droite ; ajoutons à cela une maîtrise impressionnante des réseaux sociaux qui en fait le premier parti des 18-29 ans, ainsi qu'une recrudescence d'attentats en Allemagne qui donne de la visibilité aux discours xénophobes de l'AfD.

Malgré de nombreuses ressemblances avec les Nazis, les électeurs continuent de se tourner vers le parti d'Alice Weidel. Il faut se rendre à l'évidence : une partie de l'électorat germanique est parfaitement prêt à soutenir des idées de plus en plus extrêmes. Le **Bulletin**

Quotidien du 13 janvier 2025 nous expose le « plan Avenir de l'AfD ».

Sur la gestion des flux migratoires, Weidel propose une « remigration » des personnes étrangères présentes sur le territoire allemand que **L'Humanité** qualifie « d'effroyable projet de déporter 2 millions de personnes » (16/01/2024). L'AfD veut une fermeture hermétique des frontières.

Sur le plan diplomatique, l'AfD souhaite une « sortie de l'UE et de l'euro » ainsi qu'un rapprochement avec la Russie. Enfin, économiquement, le parti est en adéquation avec le multimilliardaire Elon Musk, membre de l'administration Trump, qui les soutient ouvertement. Financièrement d'abord mais également en les mettant en avant sur son réseau social X. En intervenant dans un de leurs meetings, le patron de Tesla et la cheffe du parti ont scandé ensemble que « *seul l'AfD peut sauver l'Allemagne* » et que « *les enfants ne devraient pas être coupables des péchés de leurs parents et encore moins de leurs arrière-grands-parents* » comme nous le rapporte **Le Monde** du 27 janvier 2025. En parallèle de cette référence à peine voilée à l'héritage nazi, Musk et Weidel se posent en défenseurs de l'identité allemande et « d'un *super-capitalisme décomplexé, autoritaire et libertarien* ».

À l'opposé, plus de 150 000 personnes ont manifesté contre l'AfD à Berlin le 2 février dernier pour refuser le rapprochement entre l'AfD et les partis républicains. Pourtant, au sein du Bundestag, le parlement allemand, ce mur pare-feu dit « brandmauer » censé isoler l'AfD, a volé en éclats lors d'un vote historique en janvier dernier sur l'immigration où les voix de la droite se sont mêlées au parti extrémiste pour durcir la législation.

Le futur chancelier allemand Friedrich Merz a exclu de former un gouvernement avec l'AfD. Dans la nouvelle coalition créée le 9 avril entre la CDU et le SPD pour diriger le pays, l'AfD reste sur la touche ■ **Quinten Vallet (TG05)**

Législatives allemandes

Malgré ses 20,8 %, l'AfD restera dans l'ombre...



AfD Vs Bauhaus

L'AfD s'attaque maintenant au Bauhaus, mouvement artistique qui avait déjà été interdit par les Nazis.

L'AfD, le parti d'extrême droite allemand, s'est retrouvé avec 20% des votes pendant les élections législatives, le plus haut score depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Lors de la campagne électorale, l'AfD a critiqué le Bauhaus un mouvement artistique et architectural né dans les années de l'entre-deux-guerres, « *reposant sur une esthétique épurée, fonctionnelle et anti-bourgeoise* » rappelle **El Watan** du 15 janvier 2025.

De plus, sur le site universitaire de Dessau se trouve le bâtiment du Bauhaus qui accueillait à l'origine les étudiants d'art et de design. Construit en 1925, ce bâtiment moderne fête cette année son centenaire. Les critiques de l'AfD n'en sont que plus virulentes en cette période de célébration.

Mais quelle est la nature de cette critique exactement ? Là où le Bauhaus était une promotion de la modernité et de la fonctionnalité, l'AfD considère celle-ci comme

une « *laideur accablante* », rapporte **Le Figaro** du 15 janvier 2025. De plus, son style rappellerait les « *Plattenbau* », ces fameux « *immeubles préfabriqués gris* » qu'on pouvait voir aussi en ex-Allemagne de l'Est sous le communisme précise **El Watan**. Le parti AfD accuse notamment le Bauhaus de « *vouloir noyer les différences régionales* » allemandes dans une « *esthétique universelle* » qui rappellerait « *une idéologie proche du communisme* » rapporte **Le Figaro**.

Déjà, à l'époque du nazisme (1933-1945), le mouvement Bauhaus fut qualifié d'« *art dégénéré* », comme les impressionnistes et expressionnistes. Un art considéré comme une « *folie de la modernité* » et par conséquent interdit. Après 1933, 1 200 étudiants ont dû en effet quitter l'Allemagne.

Beaucoup parmi le personnel du Bauhaus de Dessau défendent ce mouvement et son idéal d'origine : construire des logements avec eau chaude, balcon, à bas prix pour les Allemands qui venaient de sortir de la Première Guerre mondiale. A l'époque, cela rendit le Bauhaus populaire et aida le mouvement à se développer.

Le parti extrémiste de l'AfD n'a jamais eu un électorat porté sur l'art et la culture. Cette critique actuelle du Bauhaus par l'AfD sert à rallier la population à sa cause, à faire un buzz, à faire parler, à rendre le parti plus connu qu'il ne l'est déjà.

En plus de montrer leurs vues et leurs valeurs politiques, les membres de l'AfD optent pour une tactique qui assure leur sécurité électorale. Ils ne font pas de l'Histoire de l'Art, ils ne font que de la politique ■

Rose Lis (TG08)

SPIEGEL ONLINE

PATRIMOINE : Les Néonazis et l'AfD célèbrent à leur façon le centenaire du Bauhaus (1925-2025).



Le débat sur l'art a dégénéré



Cérémonie d'investiture perturbée à Washington

Un insecte scatophage gênant a jeté une ombre sur le discours d'Elon Musk. Le conseiller spécial du président a dû éloigner l'insecte par un grand geste désordonné.



Un dessin d'Ambre Formey de Saint Louvent (PG05)

Photo exceptionnelle diffusée par AFD

MUSK : LA MOUCHE DU COACH DE L'AMÉRIQUE ?

Le vice-président J.D.Vance est venu apporter son soutien à ce courant lors de la Conférence sur la sécurité de Munich du 14 au 16 février. Devant un parterre de responsables européens sidérés, il s'est lancé dans une violente attaque contre les démocraties européennes. En les appelant à rompre le « cordon sanitaire » avec l'extrême droite et en attaquant les règles européennes en matière de libertés publiques (Le Monde du 24 février 2025). L'Europe semble désorientée. Sans le soutien ferme des États-Unis,

confrontée à une extrême droite en plein essor et à un Musk qui redistribue les cartes du débat public, elle doit désormais choisir : se renforcer et s'unir, ou se laisser fragmenter sous l'influence de ces nouveaux acteurs. Pendant ce temps, à Moscou, Vladimir Poutine observe. Il sait que plus l'Europe est divisée, plus il a de marge de manœuvre. Le temps joue pour lui. Reste à savoir si l'Europe saura lui prouver le contraire ■ Emma Galy (TG02)

Musk : une influence néo-nazie en Europe ?

Pendant que Trump redessine la carte des alliances, Elon Musk, lui, s'invite dans le débat politique européen, multipliant les références nazies et invitant le continent à adopter des valeurs réactionnaires et révisionnistes.

Elon Musk ne cache plus son jeu. Le 20 décembre dernier, il publiait une tribune dans le journal conservateur allemand Die Welt, où il affichait son soutien à l'AFD, le parti d'extrême droite qui monte en puissance. Son message était clair : l'Europe doit « retrouver sa souveraineté » et rejeter « l'immigration massive ». Un soutien donnant au parti un vernis respectable : « renforçant un flou croissant outre-Rhin entre les positions libérales classiques et celles de l'extrême droite » selon Le Monde le 31 décembre 2024. Pour beaucoup, ce n'est pas une surprise. Sur X (ex-Twitter), Musk multiplie les messages flirtant avec la droite dure, relayant thèses complotistes et critiques acerbes contre l'Union européenne. Ce dernier irait même jusqu'à une réécriture de l'histoire affirmant que les Nazis auraient été des socialistes communistes, lors d'une discussion avec la cheffe de l'AFD sur son réseau social. Cette thèse révisionniste diabolisant la gauche est dénoncée par L'Humanité du 13 janvier 2025 : « Anticommunisme, antisémitisme et révisionnisme demeurent les mamelles de l'extrême droite. »

Mais Musk ne se contente pas d'envoyer des tweets. Sans retenue, le patron de X affiche ouvertement son idéologie radicale et antisémite à travers une gestuelle rappelant les sombres heures des années 40. Des accusations qu'il a dès lors réfutées : « c'est usant de comparer tout le monde à Hitler » (Le Monde du 23 janvier 2025). Pourtant, selon le chercheur Pierre Mourier, spécialiste de l'alt-right américaine, dans Libération du 22 janvier 2025, « Elon Musk a beau se défendre d'avoir voulu s'adresser aux plus extrémistes, pour les Néonazis américains il n'y a aucun débat sur le sens de son geste : c'est bien un salut hitlérien. »

Mais il agit également en coulisses, notamment via le Forum 4G Han, un think tank conservateur qui gagne en influence aux États-Unis. Lors d'une récente rencontre à la Maison Blanche, des membres du forum ont plaidé pour une politique plus protectionniste et un durcissement des lois migratoires. Ce rapprochement entre élites économiques et mouvements populistes inquiète Bruxelles. Car derrière ces idées se cache souvent un discours anti-européen, qui trouve un écho chez certains dirigeants du continent.

MUNICH 2025 :

Le Vice-Président J.D. Vance

fait la leçon sur les valeurs démocratiques aux Européens



Montage GEOPOLITICUS

Aux portes du pouvoir

Plus aucun doute, l'extrême droite n'a jamais semblé aussi proche du pouvoir en Europe ou est déjà dans la place comme en Hongrie, en Italie ou aux Pays-Bas.

Depuis plusieurs années, l'extrême droite européenne gagne du terrain que ce soit à l'échelle nationale ou bien au sein des institutions européennes. En effet, déjà 5 des 27 États membres sont dirigés par un gouvernement d'extrême droite. C'est le cas dans l'Italie de Giorgia Meloni ou bien dans la Hongrie de Viktor Orbán. En Allemagne, étant la première puissance économique européenne, le parti de l'AFD a réalisé un score record en finissant deuxième des élections législatives de 2025.

Au Royaume-Uni, lors des dernières élections locales du 1^{er} mai, « en remportant 38,7 % des votes, Reform UK a obtenu une large proportion des votes jamais décrochée par un parti eurosceptique à des élections partielles » constate Le Monde du 4 mai 2025 qui précise que le « sourire carnassier de Nigel Farage, leader du parti, était encore plus large que d'habitude ».

Du côté de l'Autriche, l'extrême droite est aux portes de la chancellerie grâce au radical Herbert Kickl, chef du parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). Dans un contexte économique morose à cause d'une récession qui dure depuis 2023, le nouveau chancelier conservateur de l'Autriche, Christian Stocker, avait annoncé qu'il était prêt à participer à des négociations de coalition avec le FPÖ. Finalement, il a réussi à laisser le parti d'extrême droite en dehors de la coalition gouvernementale siégeant à la chancellerie. Le souvenir de la création du FPÖ par d'anciens nazis aurait-il jouer dans la balance ?

Du côté de la France, la montée de l'extrême droite avec Marine Le Pen et le Rassemblement National s'opère à travers une stratégie de dédramatisation du parti qui a succédé au Front National de Jean-Marie Le Pen. Selon Les Échos du 03/10/24 « Marine Le Pen utilise la stratégie de dédramatisation. Dans ce cadre, le Rassemblement National a abandonné la sortie de l'euro, l'interdiction de la double nationalité et pris ses distances avec les remarques antisémites de Jean-Marie Le Pen ». Ainsi, cela a permis au RN d'atteindre le second tour des présidentielles en 2017 et 2022, et d'avoir un nombre record de députés à l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire 124, depuis les élections législatives de 2024. La condamnation judiciaire de Mme Le Pen à l'inéligibilité par le Tribunal correctionnel de Paris pour détournement de fonds publics lundi 31 mars, remettra-t-il en question la montée électorale du Parti ?

Pour ce qui est des institutions européennes, les élections européennes de 2024 ont montré une montée de la droite conservatrice et de l'extrême droite. Selon Le Monde du 31/10/24, « le nouveau parlement européen est le plus à droite de l'histoire, avec une majorité des députés issus du Parti populaire européen (PPE) et de l'extrême droite ». Si cette montée en puissance de l'extrême droite se concrétise à travers des majorités au sein d'institutions européennes, cela ne sera pas sans effets. C'est ce que dit L'Humanité du 17/05/24 : « La futur influence qu'elle peut avoir et surtout les alliances avec la droite menacent de remettre en cause les progrès obtenus pour l'environnement, les droits sociaux et ceux des minorités ». En outre, l'extrême droite s'est aussi rapprochée d'Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne depuis 2019, marquant une mise à l'agenda politique des demandes de la droite radicale sur des sujets tels que l'immigration ou bien la sécurité ■ Mathieu Delorier (TG08)

Les routes de la soie ont fait long feu en Europe

Depuis 2013, financer les infrastructures des nouvelles routes de la soie a permis à Pékin d'acheter de l'influence dans plus de 155 pays, tout en assurant ses routes d'approvisionnement. Comment les Européens réagissent à cette stratégie d'influence ?

Le projet de Xi Jinping « les nouvelles routes de la soie » date de 2013. « La Chine voulait devenir un acteur incontournable sur la scène mondiale et s'imposer comme un partenaire essentiel de très nombreux pays » explique **La Croix** du 8 décembre 2023. L'objectif premier n'a jamais changé : créer des infrastructures pour pouvoir exporter un maximum de produits dans le monde entier : routes, ports, lignes de chemins de fer dans des pays qui n'ont pas forcément les moyens, ce qui crée une relation entre la Chine et des pays en marge de la mondialisation. Des relations toxiques souvent critiquées par les pays développés. « Aujourd'hui, le moment de rembourser est venu et de nombreux pays n'en ont pas les moyens et se retrouvent piégés par une dette énorme » précise **La Croix**. Pourtant, les nouvelles routes de la soie arrivent aux portes de l'Europe depuis quelques années. En 2017, une ligne de chemin de fer relie Hubei (capitale de la province chinoise) et les Hauts-de-France trois fois par semaine. « En une vingtaine de jours, textiles, pièces auto et produits manufacturés peuvent transiter de la Chine aux Hauts-de-France ce qui est deux fois plus rapide qu'en bateau » rapporte **La voix du Nord** le 16 mars 2024. Mais depuis février 2022, en raison du conflit en Ukraine, l'Europe refuse le passage des marchandises par la Russie. « Entre janvier et août 2023, le trafic sur la principale route empruntée (via le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie puis la Pologne) s'est effondré de 49 % sur un an » estime **Les Échos** du 27 septembre.

Les routes de la soie auraient dû passer par l'Italie aussi, pays de Marco Polo. Mais, depuis son arrivée au pouvoir, Giorgia Meloni a « claqué la porte ». « En 2019, l'Italie, ployant sous le poids de sa dette publique, était devenue le seul pays du G7 à participer à ce programme » rappelle **La Tribune** en date du 7 décembre 2023. Les relations entre la Chine et l'Europe se sont détériorées. Alors Pékin essaie d'entrer en Europe par les Balkans, notamment par la relation de Xi Jinping avec Belgrade. Les entreprises chinoises auraient investi en Serbie jusqu'à 5,5 milliards entre 2014 et 2023. Mais, sur place, la population se mobilise car « les Chinois ne se préoccupent pas des normes environnementales. Ils creusent et demandent ensuite des permis. Ils sont arrivés sur un sol fertile pour la corruption » raconte **Le Monde Diplomatique** d'août 2024. En réaction, « des centaines de personnes ont tenté de bloquer le port fluvial en 2020, cédé en bail emphytéotique à une entreprise chinoise » rappelle le journal. Les espoirs des manifestants sont très minces car le gouvernement d'Aleksandar Vucic est favorable aux entreprises chinoises. Une grande partie des citoyens aussi car malgré les dégâts environnementaux, elles créent un grand nombre d'emplois dans la région. L'UE et ses règles sont un modèle plébiscité mais Aleksandar Vucic tient un double discours entre perspective d'adhésion et routes de la soie chinoises ■

Emeline Nivelles (TG04)

La Chine en Afrique



SOIE CONTRE VOIX



Montage GEOPOLITICUS®

À Panama, Trump coupe le fil de soie

Les États-Unis ont tendance à considérer le reste du continent américain comme leur chasse gardée. Mais depuis plus de 10 ans, la Chine investit des milliards en Amérique du Sud dans son projet des « nouvelles routes de la soie ». Depuis la réélection de Trump, les tensions s'intensifient.

Tandis que l'Amérique du Sud devient de plus en plus dépendante économiquement de la Chine, Trump multiplie les menaces sur ses voisins du sud. Les États-Unis sont conscients du risque économique encouru par l'arrivée de la Chine. **La Tribune** du 7 février 2025 montre que « s'il y a bien une chose que Marco Rubio, secrétaire d'État de Donald Trump, a en tête, c'est de réduire l'influence de la Chine dans « l'arrière-cour » des États-Unis ». Objectif compliqué lorsque l'on sait que depuis 2013, le pays du milieu a investi plus de 1000 milliards de dollars dans les nouvelles routes de la soie : un programme de construction d'infrastructures de transport reliant la Chine au reste du monde. Pour concurrencer ce projet pharaonique, l'administration Biden avait présenté le projet « Partnership for Global Infrastructure and Investment », qui prévoyait un investissement de « 600 milliards de dollars en 5 ans » rappelle **La Tribune**. En Amérique latine, la Chine finance le méga port de Chancay au Pérou, qui est devenu selon **Les Échos** du 30 janvier 2025, « l'un des plus grands hubs portuaires du continent ». Un port colossal qui permet au Pérou de générer 7 500 emplois et 4,5 milliards de dollars annuels, ce qui représente pas moins de 1,8 % de son PIB national. Pour la Chine, qui détient le port à 60 %, c'est un moyen d'assurer ses exportations, car « 72 % de ses importations proviennent des matières premières comme la viande, le soja et surtout des métaux rares issus des mines de cuivre, de lithium et de fer » (**les Échos**). En s'installant aussi près de leur principal rival économique, le pays du dragon gagne de l'influence au détriment de celle de l'oncle Sam. Pourtant, bien que la politique du « gagnant-gagnant » de Xi Jinping soit attirante pour tous les pays d'Amérique du Sud, certains demeurent sur la réserve, par peur du voisin étasunien. C'est le cas de l'Argentine, dont le nouveau président Javier Milei est proche de Trump. C'est le cas aussi du Panama car les Chinois ont investi dans le canal interocéanique. Pour Trump, cité dans **Le Figaro** (9 février 2025), « nous ne l'avons pas donné à la Chine. Nous l'avons donné au Panama et nous le reprenons ». Effectivement, avec la France, les États-Unis sont à l'origine de la construction de ce canal. Mais ils ont cessé d'y investir « or, à eux seuls, les conteneurs de marchandises à destination ou en provenance des États-Unis représentaient 73 % du trafic en 2023 ». Trump soupçonne les Chinois d'espionner leurs manœuvres navales et économiques depuis leur installation le long du canal. Le Panama a donc cédé aux demandes de la Maison Blanche : « Pour calmer les ardeurs de Donald Trump, l'État d'Amérique centrale s'est retiré des « routes de la soie », provoquant la colère de la Chine ».

Les pressions de Trump sur le canal de Panama et les visées de Pékin sur des îles du Pacifique « s'inscrivent dans une rivalité pour le contrôle des points clés du commerce maritime mondial » résume **Les Échos** du 8 février 2025. ■

Titouan Montaigu (TG07)



Face à la Russie, une France « Out of Africa »

Après le retrait américain de Libye en 2019 perçu par Moscou comme un feu vert pour la reconquête des positions, la Russie étend son influence à l'Afrique francophone.

La République centrafricaine a constitué la porte d'entrée de l'Afrique francophone pour la Russie. « La Centrafrique étant soumise à un embargo des Nations unies pour la livraison d'armes », le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, est en quête d'un soutien militaire. Le 9 octobre 2017, reçu par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, il obtient « la livraison de 1500 kalachnikov », laquelle devient rapidement une alliance stratégique. Le groupe paramilitaire Wagner, « société privée utilisée par le président russe pour atteindre certains de ses objectifs géopolitiques sans avoir à les assumer », entre alors en scène avec « un pacte gagnant-gagnant fondé sur un partage de l'autorité et des ressources locales ». Selon **Le Monde** du 23 août 2024, « le groupe récupère plusieurs permis d'exploitation minière, en particulier dans l'or et le diamant » et se lance dans « le négoce de bois, de café ou encore dans le sucre ». Parallèlement, une guerre informationnelle, « de la propagande pro-russe et antifrançaise », est menée, par « Dmitri Syty, fidèle lieutenant francophone de Prigojine ». « Ancienne chasse gardée de la France », le Mali connaît, le 18 août 2020, un putsch, d'un « quarteron de colonels souverainistes qui renverse le président malien ».

L'événement est aussitôt exploité par la Russie. « L'ambassadeur russe au Mali est le premier diplomate étranger à être reçu par le chef de la junte, le colonel Assimi Goïta ». La guerre informationnelle est aussitôt activée et les

« 5000 militaires français » deviennent aussitôt « une force d'occupation », dont l'objectif est « de piller les richesses des pays africains ». Comme en République Centrafricaine, les « réseaux de propagande Wagner se mettent en branle pour travailler l'opinion publique », au travers de « proxys » diffusant un « discours hostile à la France », mêlant « désinformation » et « manifestations populaires » savamment orchestrées. Selon **Le Figaro** du 4 décembre 2024, la Russie réussit ainsi à capitaliser sur le « néopanafricanisme anticolonial des nouvelles générations » favorisant, le 24 mai 2021, la rupture « avec Paris » et l'alliance « avec Moscou ». A l'été 2021, des tractations secrètes sont menées avec la Russie : « 1500 mercenaires russes contre environ 10 millions de dollars par mois et la promesse d'éventuelles retombées minières ». Le 30 septembre 2022, le **Burkina Faso** connaît son deuxième coup d'état en huit mois ». Le nouveau chef de la junte burkinabé, Ibrahim Traoré, est immédiatement soutenu par la Russie. La recette est connue : début 2023, « il rompt avec Paris, renvoie l'ambassadeur français et congédie la force Sabre ». « Armement, formation, conseil, soutien militaire... sur tous ces aspects les Français ont été remplacés au Mali et au Burkina Faso, et commencent à l'être au Niger ».

Selon **Le Figaro** du 2 août 2024, « au lendemain du coup d'État militaire le 26 juillet 2023 », le chef d'État nigérien expose le souhait de « développer de nouvelles alliances avec des partenaires respectueux de notre souveraineté qu'il s'agisse de la Russie ... la Turquie la Chine ou l'Iran ». La stratégie des Russes est celle « du désordre et du coucou », d'une « ferme à troll et de la désinformation », visant à faire de la France « le bouc émissaire » de tous les maux africains. Ici, « Paris ne perd

AFRIQUE-CHINE :

Un choc des civilisations ?



TIENS, IL EST DRÔLE TON PYJAMA !

MADE IN CHINA !

« Au cours des vingt dernières années, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, le premier investisseur dans les pays africains et leur premier créancier ».

Source BBC/ UNComtrade

pas seulement la pièce maîtresse de son dispositif militaire » ; elle n'est plus « un acteur stratégique, crucial dans la lutte contre le djihadisme » ; elle perd aussi une position « indispensable pour lutter contre la migration vers l'Europe », affirme **Le Figaro** du 5 avril 2024. D'après **Le Monde** du 24 août 2024, la Russie vise « à se projeter vers la mer », notamment via la Libye et le Soudan, afin de « menacer le flanc méridional de l'OTAN » et atteindre la « mer Rouge, place névralgique du commerce mondial ». Après la mort de Prigojine dans un crash d'avion le « 23 août 2023 », Moscou assume désormais ouvertement « sa présence militaire sur le continent africain »,

LES SALES GOSSÉS : UN FLÉAU PLANÉTAIRE



rapporte **Le Monde**. « Plus de 5 milliards de dollars d'armement » ont été investis sur le continent africain et « 20 000 hommes y sont déployés », complète **Le Figaro**. Ainsi, en Afrique, Moscou « tisse une toile d'influence au service de son nouvel agenda, celui de la confrontation avec l'Occident depuis le début de la guerre en Ukraine », en « cherchant à enfoncer un coin entre le Nord et le reste du monde », précise **Le Monde**. Sans leçon de droit de démocratie ! Un geste fort apprécié par les junte au pouvoir ! ■

Montage GEOPOLITICUS

Valentin Dounies (PGO5), Germain Tregaro (PGO4) et Maxence Bazire-Boisseau (PGO5)



L'Afrique et la France : « Je t'aime moi non plus ! »

Ces dernières années le continent africain est marqué par un détachement manifeste vis-à-vis de la France. Désintéressé, mauvaises décisions, nouveaux partenaires... Tout est prétexte à conspuer la "Françafrique".

La jeunesse africaine, moteur de ce changement, revendique aujourd'hui plus de souveraineté. Aminata Touré souligne dans *L'Humanité* du 31 mars 2023 que 70% des Africains ont moins de 35 ans, une génération qui remet en cause l'influence de l'ex puissance coloniale : la France ! Cette dynamique pousse plusieurs États à réévaluer leur lien avec Paris. D'après *Le Monde* du 21 juin 2024, la France réorganise sa présence militaire sur le continent africain, avec une forte baisse de ses effectifs au Sénégal par exemple : le premier ministre avait alors dit "la volonté du Sénégal est de disposer de lui-même, laquelle volonté est incompatible avec la présence durable de bases militaires étrangères". Selon *La Croix* du 5 septembre 2023, le déclin français s'observe aussi sur le plan économique et financier : depuis la crise de 2008, les banques françaises ont réduit drastiquement leur implantation en Afrique.

Ce déclin progressif n'est pourtant pas le fruit d'une décision française à proprement parler mais plutôt la conséquence de ces actions. En effet, bon nombre d'États africains soulèvent des problèmes liés à la présence française sur le continent. Tout d'abord, l'héritage de la colonisation et des accords post-indépendance, souvent jugés injustes, continue de peser sur les relations franco-africaines. Cela alimente le sentiment que la France cherche à maintenir une emprise sur ses anciennes colonies, selon *Le Monde* du 3 novembre 2023. Par ailleurs, et plus gravement, selon le journal *Aujourd'hui en France* du 30 novembre 2024, Paris est accusé de soutenir des régimes autocratiques dans la région, une stratégie qui alimente l'hostilité des opinions publiques africaines. Nombre d'Africains perçoivent cette présence comme une forme d'ingérence néocoloniale.

Par ailleurs, l'aide de la France n'est plus perçue comme essentielle et précieuse : "Ils ont tardé à nous donner des informations sur les assaillants, malgré leurs moyens de renseignement" accuse un ministre au Tchad. Dans le cadre de l'opération Barkhane au Mali, certaines décisions de la France sont présentées comme contestables, en ce qu'elles ont pu permettre aux djihadistes de regagner du terrain.

Un expert de la lutte internationale contre le terrorisme ira jusqu'à avancer que

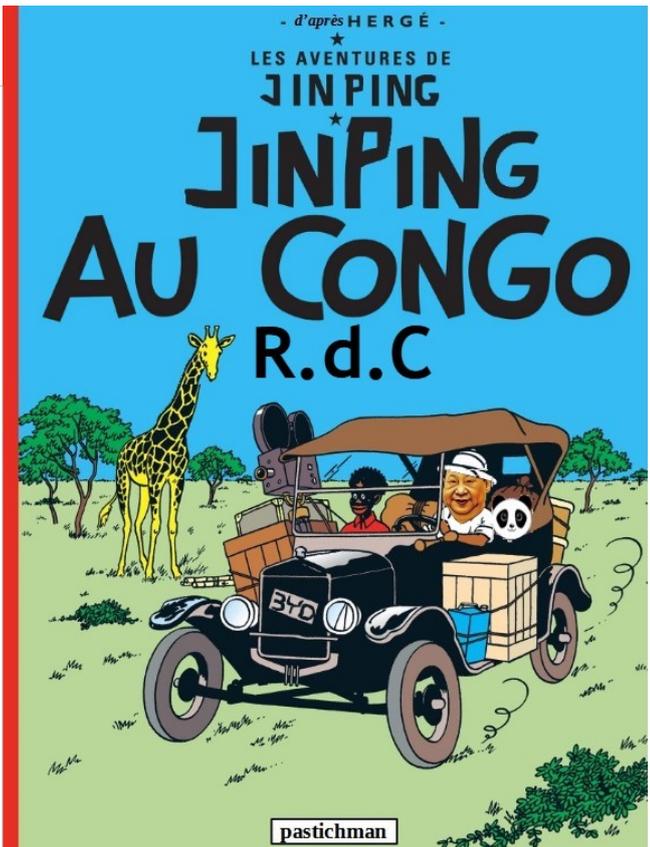
"la France ne cherche pas véritablement à venir à bout des djihadistes". L'opération Barkhane sera aussi fragilisée par l'attitude de la France, lors des élections au Mali en 2013, Paris soutenant un candidat au pouvoir, Ibrahim Boubacar Keïta, afin d'obtenir de potentielles réformes. Autant de griefs, avérés ou pas, qui alimentent la critique latente d'une France active dans ses soutiens aux régimes corrompus, selon *Le Figaro* du 4 décembre 2024. De surcroît, une diminution de l'influence des régimes pro français est observée ; la série de coups d'État qui a secoué l'Afrique francophone depuis 2020 met en lumière un tournant antidémocratique et une remise en question du modèle politique hérité de la colonisation française, d'après *Le Monde* du 12 décembre 2024.

La politique d'Emmanuel Macron a aussi conforté les populations africaines dans une forme de rejet.

En effet, le président E. Macron s'était, au début de son mandat, positionné pour une émancipation des pays africains, loin d'une tutelle qui tendrait à se maintenir : "Il n'y a plus de politique africaine de la France !" en Afrique a-t-il affirmé en 2017, en promettant la fin des "faux discours sur lesquels nous nous étions parfois enfermés". D'après *Le Monde* du 20 décembre 2024, ces discours étaient souvent perçus comme paternalistes et infantilisants par ses homologues africains, comme en atteste les propos tenus en 2023 du président de la République Démocratique du Congo, Félix Tshisekedi : "Regardez-nous différemment, en nous respectant" ! Ce retrait brutal de la France a rapproché voire accéléré l'entrée de quelques pays d'Afrique dans les BRICS, fragilisant de facto la position stratégique de la France selon *Le Point* du 16 décembre 2024.

Face au déclin de la France, les États africains se tournent alors parfois vers de nouveaux partenaires qui répondent mieux à leurs besoins actuels. D'après *Le Monde* du 11 juillet 2024, la Côte d'Ivoire a décidé en 2024 d'accueillir une base militaire américaine. Cette décision marque un tournant dans les dynamiques géopolitiques en Afrique de l'Ouest, et atteste d'un recul de l'influence de la France dans la région. La Russie, la Chine et la Turquie sont aussi de nouveaux partenaires de plus en plus " convoités " par le continent africain. ■

Juliette Hénaff et Angélique Descoubes (PG07).



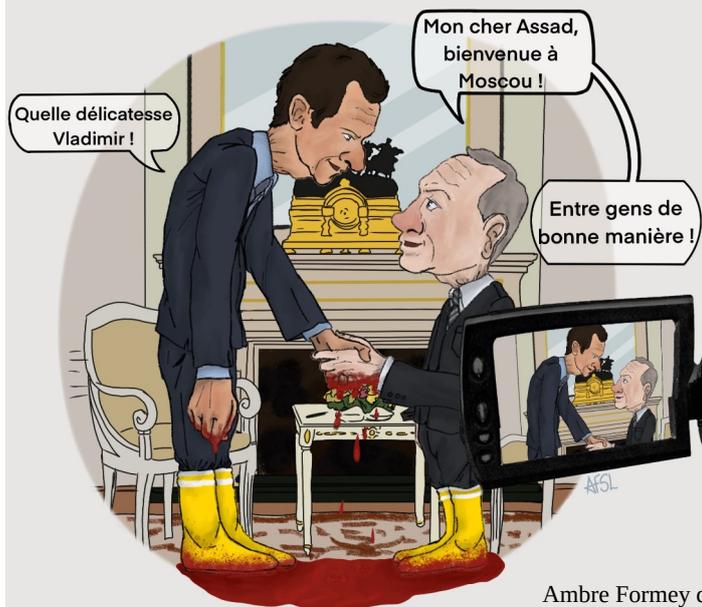
Chine-Congo RDC : contrat du siècle ou marché de dupes ?

« Géant du cuivre et du cobalt, la RDC monnaie ses mines en Chine » révèle *L'Usine Nouvelle* en date du 26 mai 2023, évoquant la renégociation par le président congolais Félix Tshisekedi du contrat « mines contre infrastructures » singé en 2008. Avec la transition énergétique, le géant minier est en position de force pour monnayer son cobalt, son cuivre et son lithium. Parfois surnommée "Arabie saoudite du véhicule électrique", la RDC surfe sur ses ressources. En échange de ce "contrat minier du siècle" à plus de 6 milliards de dollars, les industriels chinois se sont engagés à utiliser une partie des bénéfices pour financer des infrastructures dans le pays. Mais la promesse n'a jusqu'ici pas été tenue par la Chine.

La RDC est le principal producteur mondial de cobalt, avec 70 % des réserves de cet élément métallique nécessaire à la fabrication de la plupart des batteries modernes. C'est aussi l'un des pays où les stocks de roches indispensables à la transition énergétique sont les plus importants. L'UE s'inquiète de son accès aux terres rares. Il en est temps. « Si la Chine décide de bloquer l'accès aux métaux de base, critiques ou stratégiques, l'impact sera dix fois plus dévastateur que la coupure du gaz par les Russes après l'invasion de l'Ukraine », prévient Christian Mion, un expert mines et Afrique dans *Le Point* du 22 octobre 2023. La décarbonation va accroître la demande. Selon l'Agence internationale de l'énergie, en 2040, le monde consommera 40 fois plus de lithium, 25 fois plus de graphite et 20 fois plus de cobalt et de nickel. Or l'Afrique héberge un tiers des ressources minérales. Voilà pourquoi la Chine, dont les propres sous-sols regorgent de roches stratégiques (antimoine, germanium, graphite, lithium, vanadium, tungstène...), y tisse sa toile.

L'ONG Global Witness accuse une entreprise chinoise d'abattre illégalement du bois en République démocratique du Congo et la Chine, malgré ses engagements internationaux, de ne pas lutter contre la déforestation en dehors de ses frontières. Elle aurait « exporté pour plus de cinq millions de dollars de bois illégal de la RDC vers le port de Shanghai en six mois, entre juin et décembre 2022 », affirme l'ONG britannique (AFP 24 octobre 2023). Le bassin du Congo abrite la deuxième plus grande étendue au monde de forêt tropicale (après l'Amazonie), dont 60% sont situés en RDC, rappelle *Global Witness*. Il "joue un rôle crucial dans la régulation du climat mondial", souligne l'ONG. En attendant les infrastructures promises, le pillage se poursuit ■

L'asile humanitaire en action



Ambre Formey de Saint Louvent

Assad : un procès impossible ?

Avec sa fuite en Russie, Bachar el-Assad échappe provisoirement à la justice. Pourtant, les preuves de ses crimes ne manquent pas. Juger Assad reste un défi et un enjeu majeur pour reconstruire la Syrie.

Le 8 décembre 2024, le président Assad s'exile en Russie par avion alors que les rebelles se rapprochent de Damas. En moins de deux semaines, le régime baasiste est brutalement réprimé.

Pendant toute la durée de son mandat, Bachar El-Assad (2000-2024) jouissait d'une immunité présidentielle qui lui permettait d'échapper aux poursuites judiciaires. Cependant, avec sa fuite, il n'est plus protégé par ses fonctions. **Le Monde** du 23 janvier 2025 rapporte les explications de Madame Bectarte, avocate spécialisée en droit pénal international : « le mandat d'arrêt émis contre lui pour les attaques chimiques d'Adra et de Douma est toujours en suspens. Ce nouveau mandat a vocation à être largement diffusé et à ne pas être contesté ».

Mais Assad reste aujourd'hui protégé par la Russie où il bénéficierait de « l'asile humanitaire ».

L'une des principales voies envisagées pour poursuivre le président syrien serait la Cour pénale internationale (CPI). Cependant, la Syrie n'a pas ratifié le Traité de Rome de 1998 instituant la CPI, héritière du Tribunal de Nuremberg, ce qui rend impossible une saisine directe.

Une intervention du Conseil de sécurité des Nations unies aurait pu ouvrir cette voie, mais les vetos russes et chinois ont systématiquement bloqués toute tentative. Face à cette impasse, d'autres options émergent rappelle **Euronews** le 19 décembre 2024.

Certains États, notamment en Europe, ont recours à la compétence universelle pour juger les responsables de crimes graves. La France, l'Allemagne, la Norvège et la Suède ont engagé des poursuites pénales contre les responsables du régime et nombre d'entre eux ont obtenu gain de cause. La justice française a déjà émis deux mandats d'arrêt envers Assad pour complicité de crime de guerre. L'un visant les attaques chimiques dans la ville de Damas où plus de mille personnes ont été tuées par du gaz sarin le en 2013. L'autre visant le bombardement d'une zone civile dans la ville de Deraa en 2017.

Un ressortissant franco-syrien, Salah Abou Nabout a été tué lors de ce tragique événement et son fils déclare dans **Le Figaro**, le 21 janvier 2025 « Cette affaire représente l'aboutissement d'un long combat pour la justice ».

L'un des éléments clés pour juger Assad est la collecte de preuves. Depuis le début du conflit, de nombreuses ONG comme Human Rights Watch et Amnesty international ont documenté les atrocités du régime syrien.

Le Temps rapporte : « C'est la priorité désormais : sécuriser la récolte de preuves. Peu avant la chute d'Assad, des responsables du régime ont brûlé des documents » (17 décembre 2024).

La situation de la Syrie reste instable avec un gouvernement provisoire « mais la nature du futur système judiciaire reste à ce stade inconnue » selon **Le Monde** du 21 janvier 2025. La nécessité de réconciliation et de stabilité dans le pays pourrait entrer en conflit avec les exigences de la justice internationale.

Peut-on juger Assad ? La réponse reste incertaine. Si les mécanismes juridiques existent, leur application se heurte aux rapports de force mondiaux. La justice, même tardive, reste un impératif moral et politique ■ **Enora Lastavel (TG06)**

Savon d'Alep, un baume sur les plaies de la Syrie ?

Avec la fin de la guerre civile (2011-2024) vient le temps de la reconstruction. Qu'en est-il du patrimoine syrien ? Unesco et Turquie s'en préoccupent.

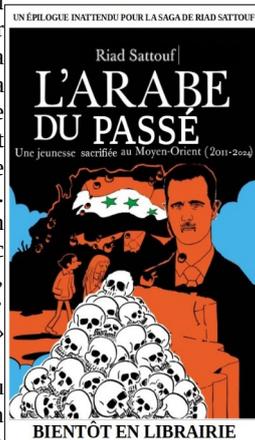
Dans la guerre civile contre le régime du Baas depuis 2011, Alep « capitale économique de la Syrie, était devenue la ligne de front » rappelle **Le Figaro** du 30 décembre 2024. En effet, les rebelles syriens en lutte contre Assad lancèrent en juillet 2012 une offensive, rapidement jugulée par les forces gouvernementales. Dès lors, « une ligne de front de 10 kilomètres coupe la ville en deux durant quatre ans, avant que le régime ne parvienne à reprendre le contrôle de l'intégralité d'Alep » en 2016. Le patrimoine de cette cité caravanière quatre fois millénaire -une des plus anciennes du monde- en ressort dévasté.

Les combats ont détruit 30 % de la vieille ville, soit près de 700 magasins dans les plus grands souks du monde ainsi que l'Est de la ville, tenu par les forces rebelles et une partie de la citadelle, tenue par le régime. Pourtant la vieille ville d'Alep, classée au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1986, avait bénéficié d'un programme de reconstruction lancé par Bachar el-Assad. Les travaux mis sur pause après sa chute en décembre dernier, ont très vite repris avec le chantier de la Mosquée des Omeyyades, car « l'objectif affiché est de permettre une réouverture pour le début du ramadan » rapporte **RFI** du 20 février 2025.

L'inscription du savon d'Alep au patrimoine immatériel de l'Unesco en décembre 2024 « doit donc être considérée comme un baume pour ceux et celles qui pratiquent cet artisanat depuis des siècles et des générations » indique **La Presse** du 11 décembre 2024. La recette originale à base d'huile d'olive et de baies de laurier, est une tradition ancestrale qui « comptait une centaine de fabriques [dont] il ne resterait plus qu'une dizaine » dans la cité se désole l'**AFP** du 3 décembre 2024.

La Syrie désormais aux mains d'HTC [Hayat Tahrir al-Cham, groupe islamiste], a besoin d'aide pour reconstruire son patrimoine millénaire explique **Le Figaro** du 30 décembre 2024. « Après avoir joué, misé, risqué et triché pendant près de quatorze ans en Syrie, la Turquie a gagné le gros lot » indique **Libération** du 27 décembre 2024. Si « la Turquie n'a pas les moyens de la reconstruction, avec l'argent du Golfe et l'aide internationale, elle est bien placée pour être l'un des reconstructeurs majeurs » rapporte **Libération**. « Ankara espère déployer son puissant secteur du BTP, dont les patrons sont des intimes de la présidence turque » avec le rétablissement du réseau ferré à travers la Syrie en passant par l'Irak vers les lieux saints de l'Islam, en Arabie Saoudite. Le vieux rêve Ottoman permettrait là-encore à la Turquie de déployer son influence sur les autres pays du Moyen-Orient

■ **Manon Prod'homme (TG08)**



Décembre 2024

Classement au Patrimoine mondial en Syrie

L'UNESCO reconnaît l'apport du savon d'Alep à l'Humanité



Montage GEOPOLITICUS

SYRIE, ANNÉE ZÉRO

Après Assad, un pouvoir islamiste inclusif ?

Après plus de cinquante ans de règne du clan Assad, la Syrie tourne une page historique. La chute de Bachar el-Assad a laissé place à un pouvoir dominé par des mouvements islamistes, redessinant le cadre politique et social du pays. Mais cette transition ouvre-t-elle la voie à une véritable stabilisation ou à une nouvelle forme d'autorité ?

L'effondrement du régime s'est fait en quelques jours. "Au terme d'une offensive fulgurante, une coalition de rebelles armés dominée par des islamistes, est entrée le 8 décembre dans Damas, poussant l'ancien président à la fuite" rapporte **Le Figaro** du 29 décembre 2024. Depuis, le pays est sous le contrôle de nouveaux dirigeants, sous la direction de Ahmed al-Charaa, jihadiste salafiste proche de Daech et d'Al-Qaïda avant de s'en démarquer. Ils cherchent à imposer leur vision du pouvoir tout en rassurant une population éprouvée par treize années de guerre. Déjà, des mesures radicales sont prises contre les partisans de l'ancien régime. "Près de 300 personnes ont été arrêtées en quelques jours en Syrie par les forces de sécurité des nouvelles autorités", parmi lesquelles "des informateurs des anciens services de sécurité du régime (...) et des militaires dont il est avéré qu'ils ont commis des meurtres et des actes de torture" raconte **Le Figaro** du 29 décembre 2024. Si ces arrestations marquent une volonté de rupture avec l'ancien pouvoir, elles suscitent également des inquiétudes quant à d'éventuelles exécutions succinctes, des vidéos circulant déjà sur les réseaux sociaux montrant des scènes de maltraitance. Face à ces tensions, le Premier ministre de transition Mohammed al-Bachir tente de rassurer. Il a promis « calme et stabilité », tout en appelant les Syriens exilés à revenir pour reconstruire le pays, rapporte **Libération** du 11 décembre 2024.

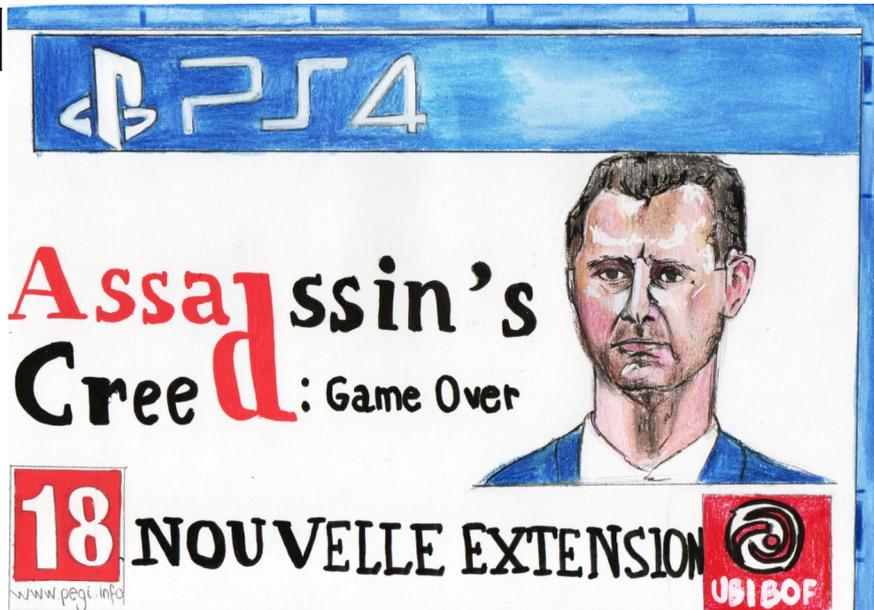
Cependant, la question de la place des minorités dans cette nouvelle Syrie inquiète à cause d'un pouvoir exclusivement dominé par des organisations radicales.

"Les droits de toutes les confessions seront garantis", assure le ministre, reconnaissant néanmoins "le comportement erroné de certains groupes islamistes" dans **Libération**. Un message destiné à tempérer les craintes d'un pouvoir exclusivement dominé par des organisations radicales. Pourtant, sur le terrain, des affrontements se poursuivent. "De violents combats ont encore lieu dans le nord de la Syrie entre des factions pro-Ankara soutenues par la Turquie et des forces pro-kurdes", faisant plusieurs centaines de morts en quelques jours.

La place des femmes interroge face au nouveau gouvernement islamiste. « À peine dix jours après la prise de pouvoir par Ahmed el-Charaa, des centaines de damascènes manifestaient dans le centre de la capitale pour la démocratie et les droits des femmes » rapporte **Radio France International** le 18 janvier dernier. Les libertés des femmes semblent menacées par la montée en puissance de l'idéologie islamiste. "Les nouvelles autorités, dominées par les islamistes, imposent désormais des règles strictes sur la tenue vestimentaire et la ségrégation des sexes", constate un observateur dans **le journal Le Monde** du 14 janvier 2025. La nomination d'un « gouvernement syrien plus inclusif » semble nuancer ces craintes. Une femme compte parmi les nouveaux ministres. Il s'agit de Hind Kabawat, « figure historique de l'opposition, chrétienne et opposante de longue date à Bachar Al-Assad, elle est nommée ministre des Affaires sociales et du Travail », rapporte **Les Échos** du 30 mars 2025.

Ainsi, l'avenir de la Syrie sous ce nouveau régime demeure encore incertain. Si certains y voient une chance de renaissance après des années de guerre civile, d'autres redoutent une dérive autoritaire sous l'apparence de réforme. La stabilisation du pays reste un défi majeur ■

Lilou Potreau (TG09)



Un dessin d'Emma Galy (TG02)

Des ONG cherchent les preuves

Le 8 décembre 2024, la Syrie a été libérée du régime de Bachar al-Assad qui fut un tyran pour sa population et qui a commis des crimes de masse. Le pays réussira-t-il à rendre justice aux victimes ? La recherche des preuves a commencé.

Bachar al-Assad s'est enfui de Syrie dans la précipitation pour s'exiler en Russie. Une grande partie de son entourage serait réfugiée en Iran selon **Euronews** du 17 décembre dernier. En laissant derrière lui des milliers de documents, "ordres de torture, lettres de délation, formulaires d'aveux, listes interminables de noms, carnets de détenus, cahiers de surveillance, le tout daté, détaillé et signé par des centaines de fonctionnaires qui formaient l'organisation implacable de la répression de tout un peuple", de véritables « vestiges d'une bureaucratie de la mort » selon **Libération** du 26 février 2025.

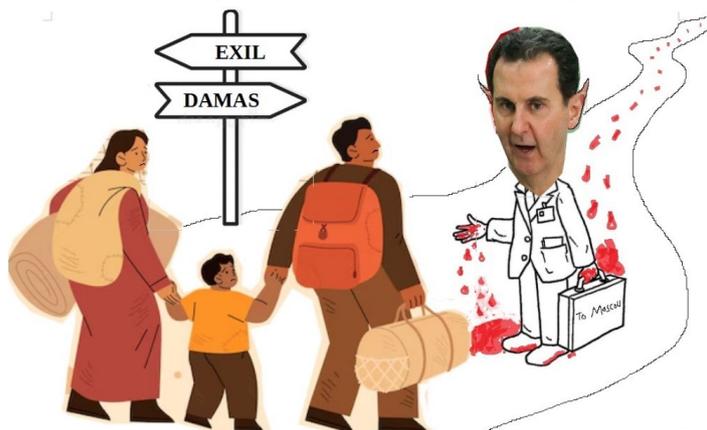
À travers ces documents, il y a des listes de noms de personnes accusées pour des choses qui n'ont pas été commises pour faire passer discrètement la cause de leur arrestation devant la justice. Certains "militaires sont également poussés à dénoncer des inconnus, au risque d'être suspectés eux-même de trahison.", ajoute **Libération**.

On a découvert des fosses au bord de l'autoroute qui relie Damas à Homs, ou se trouvaient plusieurs "sacs de protéines de soja numérotés. À l'intérieur se trouvent un crâne, quelques ossements et une corde bleue effilochée" rapporte **Le Monde** du 20 décembre 2024. Cette route a été interdite d'accès sous le régime d'Assad. Depuis sa chute, « des Syriens sillonnent le pays à la recherche des fosses communes où pourraient être enterrés leurs proches » selon **Le Monde**. La Commission internationale des personnes disparues de La Haye a reçu des données indiquant la présence de 66 fosses communes qui n'ont pas encore été excavées. Plus de 150 000 personnes sont considérées comme disparues par les organisations internationales et syriennes. Une se trouverait sur une ancienne base militaire et dans un cimetière qui se situe au nord sur l'autoroute M5 à Al-Qutayfah. Pendant la dictature, on pouvait y voir "des camions réfrigérés transporter, plusieurs fois par semaine, des centaines de cadavres des hôpitaux militaires de Tichrine, de Mazzeh et de Harasta pour les déverser dans des tranchées creusées sur ce site" d'après **Le Monde**.

Les Syriens et les ONG font d'effroyables découvertes. Neuf jours après la prise de Damas, les preuves des crimes commis par l'ancien pouvoir en place se multiplient. Lundi 16 décembre, l'ONG Human Rights Watch annonçait la découverte de restes humains au nord de la capitale, une zone qui constitue « une scène de crimes de masse ». Ses chercheurs y ont découvert « des dizaines de restes humains sur le lieu d'un massacre perpétré en avril 2013 et éparpillés aux alentours » relate le **HuffPost** du 17 décembre dernier.

"M. Al-Assad et son père, Hafez, ont été accusés d'une multitude de crimes et d'abus au cours des 54 dernières années, notamment de torture, de viols, d'exécutions massives, de disparitions forcées et d'attaques chimiques." Il a été estimé qu'environ 15 000 Syriens ont été torturés à mort depuis 2011 d'après le réseau syrien pour les droits de l'homme. La Cour pénale internationale basée à La Haye peut poursuivre des individus pour des crimes aussi graves mais la CPI ne peut pas juger la Syrie car le pays n'a pas signé le traité de Rome qui régit la Cour, selon **Euronews**. De plus, certains pays n'accepteraient pas de poursuivre en justice Assad. Le Kremlin mettrait son veto au Conseil de sécurité des Nations unies à cause de son alliance avec Assad et de sa complicité dans les crimes commis. L'ONG HRW demande au nouveau régime syrien de reconnaître la CPI afin que les crimes commis puissent être jugés ■ **Laura Bouwmans-Alfonso** (TG06)

SYRIE : LE RETOUR DES EXILÉS



« Sur la route de Damas, j'ai rencontré...le diable ! »

Montage GEOPOLITICUS

Coup de mou pour les Mollahs

L'ANNÉE A ÉTÉ DURE POUR LE GUIDE SUPRÊME



Montage: GEOPOLITICUS®

Une année difficile pour l'Axe chiïte

19 mai 2024 : Crash de l'hélicoptère présidentiel. Mort du président conservateur Ebrahim Raïssi.

27 septembre 2024 : Assassinat de Nasrallah, chef du Hezbollah au Liban dans un bombardement israélien.

27 septembre 2024 : Assassinat par Israël de Sinouar, chef du Hamas dans la bande de Gaza.

19 novembre 2024 : à Téhéran, l'étudiante Ahou Daryaéi manifeste en sous vêtements contre le port du voile obligatoire.

8 décembre 2024 : Chute du régime pro-iranien de Bachar Al-Assad en Syrie.

11 décembre 2024 : La chanteuse Parastoo Ahmadi se produit en direct sans voile sur Youtube.

IRAN, AXE CHIITE EN DÉROUTE

Trump : la tentation du nettoyage ethnique

Alors que la guerre faisait rage entre le Hamas et Israël, un cessez-le-feu avait été trouvé. Mais c'était sans compter sur l'imprévisibilité de Donald Trump, qui aurait décidé de s'immiscer dans le conflit en se rapprochant d'Israël et en envisageant l'expulsion de près de 2 millions de Gazaouis de leurs terres.

Trump semble vouloir organiser un nettoyage ethnique à Gaza pour y expulser les Palestiniens, dans le but de créer une « Côte d'Azur du Moyen-Orient » rapporte **Aujourd'hui** du 27 janvier 2025. Un projet inhumain qui a été clairement et fermement condamné. Afin de parvenir à ses fins, Trump « rêve de chasser les Palestiniens de l'enclave ». Bien que ce plan semble irréalisable ou extrêmement compliqué en raison des nombreuses lois internationales - notamment les conventions de Genève - qui seraient violées, certains experts, comme l'Israélien Chuck Freilich, affirment que cela pourrait ouvrir de nouveaux horizons.

Trump justifie cette initiative en expliquant que cela pourrait lui permettre d'obtenir un cessez-le-feu prolongé de la part d'Israël, d'obtenir du Hamas qu'il renonce à ses actions,

et de faire pression sur son allié saoudien pour qu'il reconnaisse l'État d'Israël. Cette idée, qualifiée par Trump de « faire le ménage », n'a pas manqué de faire réagir. En effet, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a qualifié le plan du président américain de « très bonne idée ».

Cette déclaration de Trump s'inscrit dans une logique propre à l'extrême droite israélienne, qui soutient que les Palestiniens pourraient, grâce à ce plan, fuir leurs conditions de vie actuelles. L'acceptation de cette idée par Trump représente un véritable tournant : « Qu'un militant d'extrême droite défende ce plan est une chose, mais que le président de la première puissance mondiale en fasse de même en est une autre » rapporte **L'Est républicain** du 6 février 2025.

Trump envisage de déplacer tous les Palestiniens, soit plus de 1 700 000 personnes. Avec cette décision, il est vu comme un acteur de cette guerre qui, au lieu de chercher des solutions pour la paix, plonge la région dans une spirale de violence et de désespoir, annihilant ainsi tout espoir de paix durable. Selon **Libération** du 6 février 2025, Netanyahu chercherait, quant à lui, à « faire imposer l'accord de cessez-le-feu sans qu'on puisse lui en attribuer la responsabilité ».



Donald Trump semble ignorer l'histoire du conflit israélo-palestinien et l'attachement profond des Palestiniens et des Gazaouis à cette terre qui leur est chère.

Trump estime que cet attachement des Palestiniens « serait enfoui sous les décombres » précise **Le Monde**, du 6 février. Au-delà de ses déclarations controversées, comme celle de vouloir annexer le Panama ou le Mexique, Trump intervient dans des conflits régionaux où il n'a pas été invité, bien loin de son propre territoire.

Il semble vouloir attirer l'attention sur lui et imposer son influence à l'échelle mondiale, quitte à créer de nouvelles tensions, voire un nettoyage ethnique.

Que le président américain soit sérieux dans ses propos ou qu'il déplace une nouvelle fois les termes du débat à son avantage pour banaliser l'inacceptable, ce projet est lourdement condamné à l'international. Des pays comme la Turquie qualifient d'ores et déjà ce projet d'« inacceptable » ■

Un dessin de Malia Escloupier (TG07)

IRAN, AXE CHIITE EN DEROUTE

GAZA : Le Hamas se ramasse ?

Face à l'intervention israélienne dans la bande de Gaza, le Hamas connaît un déclin indéniable. Ses échecs répétés ne lui permettent plus de menacer Israël. Pour autant, tous les otages ne sont pas libres et le Hamas est toujours là.

Lors des premières libérations d'otages, le Hamas a montré le visage d'un groupe encore bien en place avec notamment des combattants islamistes en armes dans un semblant d'ordre. Pourtant il semble plus qu'affaibli selon **L'Opinion** du 23/01/2025 «l'armée israélienne aurait détruit 95 % de ses capacités militaires et tué 22 000 de ses hommes». Militairement, le Hamas est quasiment hors-jeu. L'Iran avait pourtant montré son soutien au groupe islamiste, mais les bombardements israéliens du 26 octobre ont changé la donne. L'Iran a pris conscience de sa grande vulnérabilité militaire.

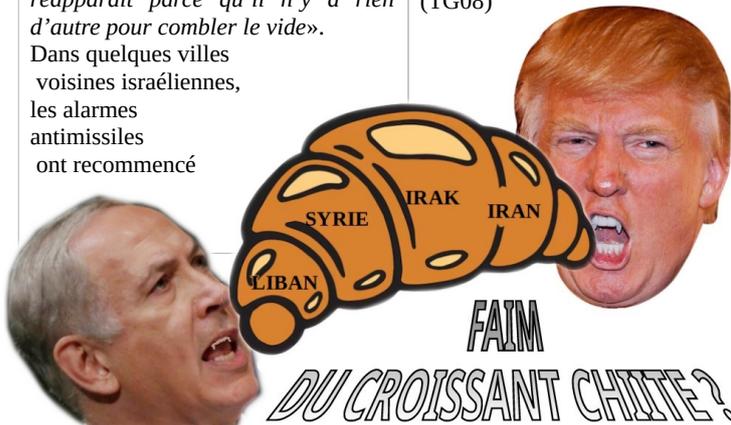
L'aide apportée au Hamas par l'Iran est vue comme un simple moyen de créer le désordre dans la politique palestinienne. Dans **le Figaro** du 17/01/2025, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, reproche au Hamas «d'avoir sacrifié les intérêts du peuple palestinien pour le compte de l'Iran, et d'avoir entraîné la destruction de la bande de Gaza».

Cependant, le Hamas montre encore des signes de résistance. Malgré les bombardements répétés, les groupes armés mènent encore une guérilla utilisant des mines artisanales ou mines antichars. Leurs moyens restent très rudimentaires, mais causent encore des pertes israéliennes dans la bande. **Antony Blinken**, l'ancien secrétaire d'État américain, expliquait que «chaque fois qu'Israël achève ses opérations militaires et se retire, le Hamas se reconstitue et réapparaît parce qu'il n'y a rien d'autre pour combler le vide».

Dans quelques villes voisines israéliennes, les alarmes antimissiles ont recommencé

à sonner, preuve que le mouvement islamiste et ses alliés du Djihad islamique ou du Front Populaire de Libération de la Palestine ont su reconstituer un semblant de forces. Dans **Le Figaro** du 21/01/2025 Gershon Baskin, chroniqueur israélien, confie : « Certains Israéliens ont été surpris de voir des centaines de militants du Hamas armés et en uniforme transférer leurs otages à la Croix-Rouge ». Malgré ses pertes nombreuses, le Hamas continue de recruter facilement des adolescents dont les parents sont morts dans les bombardements. Ces derniers ont soif de vengeance. Quand Israël tue un chef, un autre fait son apparition.

Les recrutements du Hamas lui permettent de garder la tête hors de l'eau, mais pas de pouvoir continuer la guerre contre les Israéliens ou même de garder le contrôle de Gaza. **Le Figaro** affirme que « le Hamas ne cherche pas à continuer de contrôler la bande de Gaza. Ses dirigeants savent que c'est impossible. Les Palestiniens eux-mêmes ne le voudraient pas, mais ils tiennent à garder un rôle politique dans la gouvernance de l'après-guerre ». Dans **le Monde** du 18/02/2025 Marco Rubio, nouveau secrétaire d'État américain, s'est montré clair : « Tant que [le Hamas] existe comme une force qui peut gouverner ou comme une force qui peut administrer ou comme une force qui peut menacer, la paix est impossible. Il faut l'éliminer. Il faut l'éradiquer ». En dépit de lourdes pertes et de son affaiblissement militaire, le Hamas continue de résister, entretenant l'instabilité de la région et compliquant toute perspective de paix durable tant que sa présence et son influence perdureront ■ **Lyam Boeda** (TG08)



En attendant sa comparution devant la CPI :

NETANYAHOU placé sous BRACELET ÉLECTRO-MÉNAGER



Montages GEOPOLITICUS

L'opening iranien face à ses échecs : la fin du « croissant chiite » ?

L'Iran, puissance chiite opposé au Sunnisme, a développé son influence auprès de proxys, créant ainsi un arc de cercle, dénommé le « croissant chiite ». Face aux coups de boutoir d'Israël, cette stratégie est aujourd'hui mise à nu.

La théocratie iranienne a profité de la guerre contre l'Irak, selon **Le Monde** du 19 avril 2024, pour constituer un réseau d'alliés au sein du monde arabe. Elle utilise notamment la question palestinienne comme un élément fondateur de « l'axe de la résistance » auprès de ses proxys régionaux dessinant un « croissant chiite » : un arc s'étendant du Pakistan à la Méditerranée. En 2004, la notion désigne, lors de sa première formulation par le roi Abdallah de Jordanie, le moyen de faire évoluer les rapports de force en faveur de l'Iran par la constitution d'un réseau d'alliés chiites. L'Iran associé à des puissances comme la Syrie mais aussi l'Irak, soutient des groupes terroristes comme le Hezbollah, les Houthis du Yémen ou le Hamas dans la bande de Gaza. **L'Humanité** du 19 avril 2024 précise que l'Iran ne semble cependant pas pleinement maîtriser ses proxys, le Hamas en particulier, lequel se serait autonomisé lors de l'attaque du 7 octobre. Les Houthis, selon **Aujourd'hui en France**, semblent plus enclins à afficher leurs attaches iraniennes et conviction anti-sioniste, en s'en « prenant » aux bateaux se dirigeant vers Israël, ainsi qu'en lançant des missiles comme sur l'aéroport Ben Gourion le 4 mai dernier.

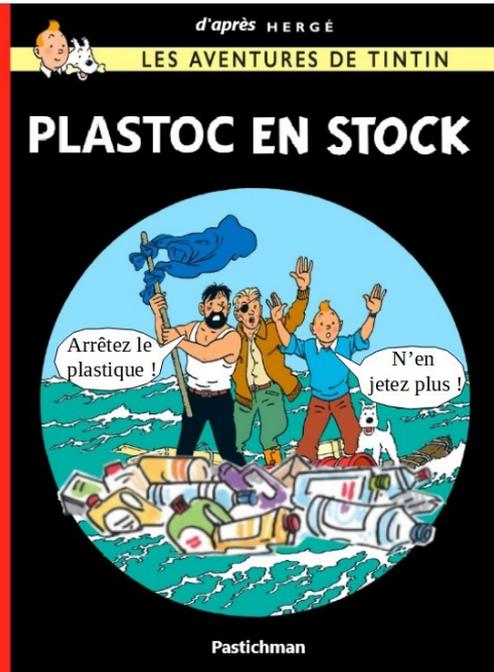
Aujourd'hui cependant, « l'axe de la résistance » sur lequel l'Iran basait sa stratégie d'influence régionale, a fait les frais de la politique sécuritaire israélienne, explique **Figaro** du 03/01/24. Selon une source diplomatique, « Il y a un an, Israël était traumatisée et humiliée, aujourd'hui, nous avons repris la main et c'est l'Iran qui est sur la défensive. » Le Hamas, le Hezbollah et la Syrie du président Assad sont tombés ou affaiblis par les coups portés par Israël : ainsi Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, après 80 bombes et près de 20 ans de préparations, a été éliminé, explicite **Le Monde** du 01/10/24. Nicholas Blandford, spécialiste du Hezbollah, estime que cette chute trouve ses raisons dans les failles d'une « organisation [chiite] qui a grandi si vite que des fissures ont commencé à apparaître, notamment dans les protocoles de sécurité du mouvement. La formation est devenue plus perméable, plus accessible » aux services de sécurité israélien. Par ailleurs, la Syrie pro iranienne est aussi tombée à la faveur d'une contestation interne, réveillant chez certains, en l'absence de relais, la crainte désormais d'un face à face entre Israël et l'Iran, cette dernière se constituant en puissance nucléaire, selon **Le Figaro** du 3 janvier 2025. L'agence internationale de l'énergie atomique note une augmentation de la production d'uranium enrichi par l'Iran, sans pour autant affirmer si celle-ci est réellement le signe d'un développement d'armes militaires en Iran.

Face à ces craintes, **La Tribune** rapporte le 16 avril 2024 la position des puissances occidentales. Emmanuel Macron exprime sa volonté de « tout faire pour éviter l'embrasement au Moyen-Orient ». Les États-Unis semblent partager cette volonté. Mais certains relais et défenseurs de l'Iran, notamment les Houthis, persistent cependant et représentent un véritable défi pour Israël, ajoute **La Croix**. Un ancien responsable des services des renseignements américains déclare que « Les Houthis sont plus puissants que jamais. Le Hezbollah semble bien décidé à reprendre de la vigueur au Liban. Le Hamas pourrait se relever ». L'influence de l'Iran demeure très affaiblie sur la scène régionale, affirme **Le Figaro** : « Le croissant chiite n'a jamais été aussi faible économiquement, politiquement et militairement. » L'avenir pourrait se jouer, selon **Les Échos** du 6 mars 2025, autour d'un rapprochement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, peut-être au détriment des Houthis yéménites. ■ **Sarah Morel, TG08.**



Le 7^e continent : la pollution plastique

Le plastique, c'est géopolitique ?



La pollution plastique des océans est un des plus grands problèmes de notre planète. Les sociétés des six continents s'alarment sur l'expansion du septième, qui mesure trois fois plus que la France.

En effet, en sept ans les chiffres explosent. Pour **Sciences avenir** (20 novembre 2024), « la concentration de micro-plastiques dans ce continent serait passée de 1 million de morceaux par km² en 2015 à 10 millions en 2022. » Malgré ces chiffres alarmants, on ne se rend sûrement pas compte de l'impact que cela a sur la faune et la flore marine : des animaux étranglés par des filets, étouffés par les débris qu'ils avalent ainsi que de nombreux autres organismes vivants en danger. Et cela pourrait empirer d'ici 2060 : on prévoit 493 millions de tonnes de plastique sur ce continent. Pour lutter contre ce fléau, un sommet pour un projet de traité mondial de lutte contre la pollution plastique s'est tenu en fin d'année 2024.

Du 25 novembre au 1^{er} décembre 2024, les délégués de 175 pays étaient présents à Busan, en Corée du Sud afin de trouver un terrain d'entente sur un futur traité. Celui-ci avait pour but de finaliser ce traité mondial juridiquement contraignant afin de mettre fin à la pollution plastique.

Deux opinions se sont rapidement fait face : d'après **Les Échos**, « un petit groupe de pays mené par La Russie, l'Inde et l'Arabie Saoudite, qui ont une forte industrie pétrochimique, veulent mettre en place un système de recyclage des déchets, tandis que l'autre coalition

telle que l'Union Européenne (UE) souhaite une limitation de la production. »

Après de nombreux jours de débat, ce traité s'est soldé par un échec, faute d'entente, ce qui a amené à un abandon du texte. Toutefois, ce sommet a tout de même réveillé des consciences et des personnes ont décidé de mener leur propre combat contre le plastique.

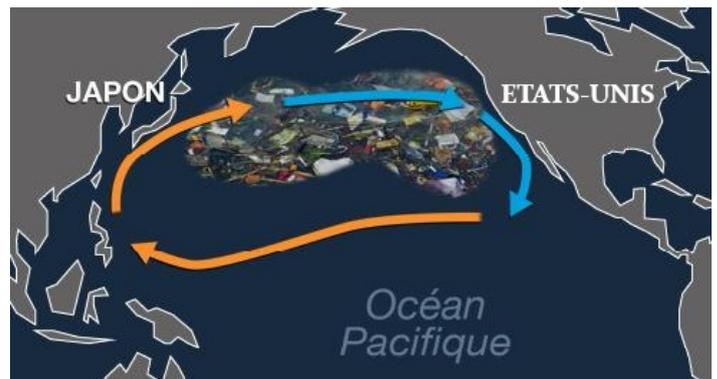
Le Monde du 6 février 2025 rapporte en effet que « Simon Bernard, Alexandre Dechelotte et Bob Vrignaud ont monté le

projet « Odyssey » qui consiste à nettoyer l'île la plus polluée au monde : l'île Henderson située au confins de l'Océan Pacifique. » D'après **Ouest France** du 29 juillet 2024, « ils se sont servis d'un parachute ascensionnel qui tracte normalement des touristes ainsi que d'une plateforme flottante afin de passer au-dessus des coraux. » Après des mois d'extraction des déchets, leur petite équipe d'une dizaine de personnes ainsi que les habitants de Pitcairn, l'île habitée la plus proche, ont réussi à extraire plus de 9 tonnes de déchets plastiques. ■

Hanaé Maillefer et Léna Blachère (S09)

Pour la première fois, 175 États s'étaient engagés à adopter d'ici à la fin 2024 un traité juridiquement contraignant pour « mettre fin » à la pollution plastique qui empoisonne les écosystèmes marins et terrestres dans le monde entier. Las, au Sommet de Busan, en Corée du Sud, les divergences l'ont emporté. « La divergence principale réside dans l'adoption, ou non, d'un objectif chiffré de réduction de la production de plastique. » rapporte **Le Figaro** du 27 novembre 2024.

Deux blocs d'États s'opposent. D'un côté, 70 pays unis dans une « coalition de la haute ambition », présidée par la Norvège et le Rwanda, dont fait partie l'UE, veulent un accord général sur la prolifération du plastique. Ils plaident notamment pour une réduction de la production, une interdiction des polymères les plus problématiques et évitables, ainsi que pour le principe de pollueur-payeur. Le Rwanda et le Pérou ont proposé de diminuer la production mondiale de 40 % en 2040, par rapport à 2025. A l'opposé, un bloc minoritaire constitué par les pays producteurs de pétrole et emmené par l'Arabie saoudite, avec la Russie et l'Iran, s'y oppose toujours fermement et veut cantonner le périmètre du traité à la gestion des déchets et au recyclage. « La Chine, premier producteur mondial de plastiques » s'est ralliée à ce groupe malgré les efforts de la diplomatie française pour l'en dissuader. rapporte **Le Monde** du 3 décembre 2024. « Si nous n'obtenons pas un traité ambitieux à Busan, ce sera une trahison mondiale (...) L'histoire ne nous le pardonnera pas. C'est le moment d'agir, ou de partir », a lancé le chef de la délégation du Panama, Juan Carlos Monterrey. Dimanche, les 175 pays réunis à Busan en Corée du Sud se sont quittés sans parvenir à un accord car « le traité a été mis en échec par les pays pétroliers » selon **Le Monde** du 3 décembre qui rappelle que « la production de plastique repose sur l'extraction et la transformation d'énergie fossile et devrait



quasiment quadrupler d'ici à 2050, pour représenter 15 % des émissions globales de gaz à effet de serre. » Les négociations doivent toutefois se poursuivre en 2025 ■

mondiale de 40 % en 2040, par rapport à 2025. A l'opposé, un bloc minoritaire constitué par les pays producteurs de pétrole et emmené par l'Arabie saoudite, avec la Russie et l'Iran, s'y oppose toujours fermement et veut cantonner le périmètre du



AUTOUR DU BERCEAU DE GÉOPOLITICUS

Ont contribué à l'accouchement de notre bébé n°5, tous les élèves de THGGSP 2, PHGGSP 4, quelques élèves de Terminales et de courageux élèves de Seconde, enfin, notre belle équipe de dessinateurs volontaires ; **Emmanuel Pouget** (HGGSP) et **Fabrice Mignonneau** (Arts Pla) en encadrant leurs élèves volontaires dans la conception ; **Ingrid Ghilardini** et **Nadine Defaye** en surveillant l'orthographe hésitante du petit ; **Aurélia Sennane** et **François Saumoneau** en conseillant bébé dans ses gribouillis et ébauches de dessins de presse ; **Laurent Lamoureux** en soutenant Baby dans son utilisation approximative de la langue de Shakespeare ; **Wilfrid Grossin** et **Jules Guittard** qui ont lancé le bébé sur le Web. Enfin, M. le Proviseur **Fabrice Pelletier** qui a officialisé son existence par son autorisation et sa confiance ! Qu'ils en soient tous et toutes remerciés !

Pierre Lhuintre et Jean-Louis Bonnafous

Bab El Mandeb, un détroit sous tension

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, les tensions entre les pays du Moyen Orient et Israël se sont ravivées et ont eu des conséquences sur les routes commerciales. Le détroit de Bab el Mandeb est au cœur de ces tensions et est pris pour cible par les rebelles Yéménites Houthis en contestation contre l'offensive israélienne à Gaza.

Cette victoire pour les rebelles yéménites constitue un moyen de propagande, *Libération* du 8 septembre 2024 décrit l'une de ces vidéos de propagande où les Houthis s'apprentent à brûler le navire « ils montent à bord du pétrolier, construit en 2006 et en très bon état, et tournent une vidéo façon Hollywood ». Les attaques sur les cargos au sein du détroit impliquent alors de grandes conséquences économiques, avec l'obligation pour les navires de privilégier des routes maritimes plus sûres mais aussi plus longues comme le Cap de Bonne-Espérance où 58% du transport maritime passe en 2024. Ce détournement par le Cap de Bonne-Espérance ralentit la circulation des marchandises mais n'a pas pour autant créé de réelle inflation, cependant, l'impact écologique de ce détournement est assez important. En effet, les distances de trajet étant plus longues et la vitesse des cargos plus rapide pour pallier le retard, les émissions de CO2 causées par le trafic maritime sont en hausse. Selon *Les Échos* du 7 octobre 2025 « les porte-conteneurs du monde entier ont émis 15% de CO en plus sur un an... ». Les attaques répétées des Houthis ont alors effectivement à des conséquences économiques et environnementales importantes pour les pays considérés comme alliés d'Israël. Au regard des motivations des Houthis, seule la fin des tensions en cours depuis le 7 octobre 2023 pourrait apaiser la situation en mer Rouge et dans les détroits. De plus, la récente intervention des États-Unis au Yémen via le bombardement du port d'Hodeida et de la centrale électrique de Sanaa vient rajouter de l'huile sur un feu déjà ardent ■ Théo Bancarel (TG10) 2024.

FLOTTE FANTÔME ET PÉTROLE, ÇA FAIT TACHE !



Montage GEOPOLITICUS

La flotte fantôme de Poutine

Pour répondre aux sanctions occidentales contre la Russie, le Kremlin s'est doté d'une mystérieuse « flotte fantôme » impliquée dans la contrebande de pétrole et les sabotages en Mer Baltique.

Dans l'optique de passer outre les sanctions occidentales, « Moscou a racheté plusieurs centaines de vieux tankers qui ont été remis en service » rapporte *La Croix* du 30/12/2024. On désigne cette flotte comme « fantôme » pour diverses raisons. Ces bateaux n'ont pas de propriétaire clairement identifiable, ils ne sont pas assurés et portent des pavillons de paradis fiscaux comme les îles Cook ou le Panama. Mais ils ont tous un point commun, ils transportent des hydrocarbures russes. Ils contournent les sanctions en utilisant des méthodes de transbordement. En faisant passer le pétrole d'un bateau à un autre en pleine mer pour ensuite le revendre. Ou plus simplement acheminer du pétrole à des pays qui ne sanctionnent pas la Russie pour sa guerre en Ukraine, comme l'Inde ou la Chine. On peut lire dans *Le Temps* du 28/12/24 qu'« ils représentaient 17% de la flotte mondiale de pétroliers ».

En effet Moscou aurait déboursé 10 milliards de dollars, pour une centaine (voire plusieurs centaines selon certaines estimations) de vieux tankers, dont l'état est déplorable. À tel point que ces bateaux sont de vrais bombes à retardement environnementales et peuvent provoquer une potentielle marée noire à chacun de leurs trajets. Plusieurs incidents les impliquant ont déjà été déplorés en Mer Noire. Mais ces bateaux ne sont pas seulement une menace écologique, ils sont également une menace stratégique dans le cadre de la guerre hybride menée par Poutine en mer Baltique.

Pour illustrer la complexité de la situation en Mer Baltique, le premier ministre suédois Ulf Kristersson la décrit avec ces mots : « Nous ne sommes pas en guerre. Mais nous ne sommes pas en paix non plus » propos rapportés par *Libération* du 23/01/25. En effet, en Mer Baltique depuis peu surnommée le « lac otanien » car tous les pays qui la bordent sauf la Russie font partie de L'Otan, de nombreux navires civils russes ou faisant partie de la flotte fantôme s'en prennent à des infrastructures stratégiques des pays européens. « Il était 12h26 le 25 décembre quand le Eagle S [...] est passé au-dessus de l'Estlink 2, l'un des câbles électriques sous-marins posés au fond de la Baltique pour relier la Finlande à l'Estonie. À cette minute précise, le câble a été mis hors tension » rapporte *Libération* le 01/01/25. Ce bateau, qui a sciemment laissé traîner son ancre au fond de la mer, coche tous les critères d'un navire de la flotte fantôme. Il a ensuite été arraisonné par les autorités finlandaises.

Des incidents comme celui-ci il y en a des dizaines; câbles sectionnés, gazoducs détruits, brouillage radar dans les mers et dans les cieux. Elles ont un objectif : déstabiliser, faire peur aux pays qui soutiennent l'Ukraine et qui sont hostiles à la Russie. Mais rares sont les fois où les bateaux coupables sont arrêtés. C'est pourquoi, le 14 janvier 2025 les huit pays riverains de la Baltique également otaniens se sont rassemblés à Helsinki pour « dissuader de futurs actes de déstabilisation » précise *Le Monde* du 16/01/25, promettant plus de moyens de surveillance afin de protéger leurs infrastructures stratégiques en mer Baltique et promettant une « réponse robuste » aux sabotages russes ■ Paolo Bailly (TG06)

Montage GEOPOLITICUS

La surpêche, péril des océans

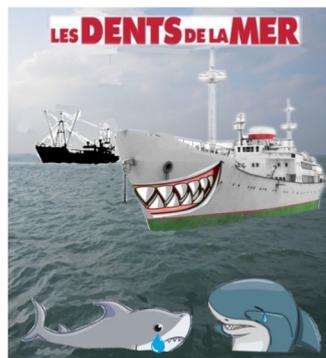
La surpêche menace les océans, épuisant les stocks de poissons et perturbant l'équilibre des écosystèmes marins. Pourtant, la consommation mondiale de poisson ne cesse d'augmenter.

Le poisson est une source de protéines essentielle pour des milliards de personnes dans le monde. Cependant, la demande croissante a engendré une pression intense sur les stocks marins. Les populations de poissons se réduisent à une vitesse inquiétante, notamment dans les zones côtières, et certains stocks sont désormais épuisés.

Le modèle de consommation global est en partie responsable de cette crise, car la pêche industrielle continue de croître au détriment des écosystèmes océaniques. La surpêche est devenue l'un des enjeux environnementaux les plus préoccupants à l'échelle mondiale, notamment en Afrique, dans le Golfe de Guinée, où les ressources halieutiques sont exploitées à un rythme alarmant. Dans les ZEE africaines, « certains navires battent pavillon d'États africains, explique Miren Gutierrez, chercheuse à l'Overseas Development Institute, mais ils sont en réalité liés à des sociétés chinoises » rapporte **Courrier international** (19 au 25 Septembre 2024). La flotte de pêche industrielle chinoise est particulièrement active dans ces eaux. La demande chinoise en produits de la mer augmente beaucoup plus vite que son offre. « D'après les projections, d'ici à 2030 la demande dépassera l'offre de 18 millions de tonnes, soit deux fois la production nationale en 2020 ». La Chine multiplie les projets de ports et d'usines de transformation dans les pays africains.

Ce phénomène affecte non seulement les stocks de poissons, mais aussi la sécurité alimentaire de millions d'Africains qui dépendent de la pêche pour leur subsistance. Des pratiques telles que la pêche en haute mer, l'utilisation de filets de traîne et d'autres techniques fragilisent les écosystèmes, menaçant des espèces et perturbant les équilibres locaux. Mais le phénomène s'étend bien au-delà des côtes africaines.

En Europe, la situation n'est guère plus réjouissante, notamment avec la pêche illégale dans les aires marines protégées (AMP) malgré l'objectif de l'UE de protéger « 30% de ses eaux d'ici à 2030 ». Ces zones, qui sont censées protéger la biodiversité, sont trop souvent victimes de pêche non autorisée. Selon **Radio France Internationale** du 26/03/2024, « la France, l'Espagne et l'Italie concentrent à elles seules 69% de l'effort de pêche au chalut dans les aires marines protégées ». Les flottes industrielles, à la recherche de poissons à forte valeur commerciale, ne respectent pas toujours les quotas imposés. À Saint-Malo, la Compagnie des pêches vient de faire construire « l'Annelies-Ilena, l'un des plus grands chalutiers du monde, capable de prendre 400 tonnes de poissons par jour et d'en stocker 7 000 tonnes, un bateau-usine qui transformera le merlan de l'Atlantique en surimi » rapporte **Le Monde** du 15 février 2024. « Un navire si gros qu'il ne peut entrer dans le port ».



**DANS L'OcéAN, IL Y A
REQUIN ET REQUIN**

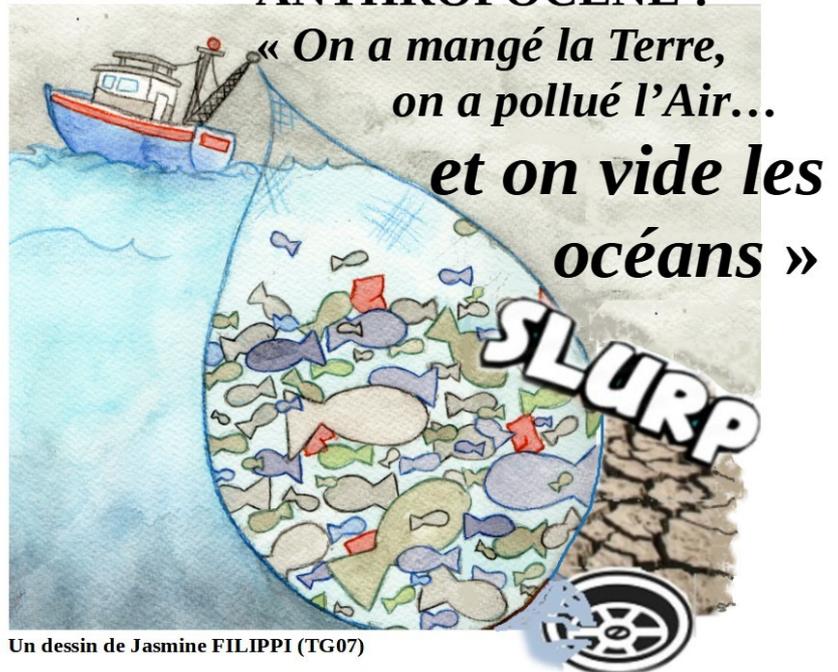
Une autre conséquence alarmante concerne la disparition de nombreuses espèces protégées comme les requins et les raies. En l'espace de 50 ans, ces espèces ont vu leur population mondiale diminuer de moitié selon **Le Télégramme** du 09/12/2024. « Utilisés en soupe ou sous forme de remèdes, les ailerons de requins sont très prisés dans des États importateurs comme Hong Kong, la Chine et la Malaisie » et, par ailleurs, les filets de plus en plus performants piègent les requins dans tous les océans. « 1,5 million de requins par an » selon **Le Télégramme**.

La disparition de ces prédateurs marins a des conséquences dramatiques pour l'équilibre des écosystèmes océaniques, car ils jouent un rôle crucial dans la régulation des populations d'autres espèces.

La pêche industrielle doit être régulée de manière plus stricte pour éviter de détruire les ressources marines. La question de la durabilité est désormais incontournable ■ **Grégoire Sarfati** TG03

2025 Année de l'Océan

ANTHROPOCÈNE :



Un dessin de Jasmine FILIPPI (TG07)

L'ONU, shériff du Far-West océanique ?

Adopté en 2023 après quinze ans de négociations, le Traité sur la Haute-Mer promet d'établir des règles dans le véritable Far-West que sont les océans. Sa ratification ne règle pourtant pas tous les problèmes.

La haute mer constitue les eaux internationales au-delà des 200 milles nautiques (370 km) des côtes. Ces eaux représentent 45 % de la surface du globe et n'ont été pendant longtemps régies par aucune loi, un « véritable Far-West océanique » selon **Libération** du 22 mai 2024. Les industriels en ont profité pour épuiser ses ressources halieutiques (poissons et crustacés) et ses minerais. Pourtant l'océan a un rôle de régulateur du climat et stocke 30 % du CO2 produit par l'homme, ainsi qu'une biodiversité riche qui permettrait d'alimenter le secteur de la recherche pour les médicaments. « Les propriétés des algues sont prisées dans la fabrication de produits cosmétiques » rajoute **Libération**.

Ce traité adopté en mars 2023 après quinze ans de négociations constitue une avancée majeure. Il prévoit la création d'aires marines protégées (AMP) et vise à limiter les activités destructrices au-delà des ZEE. Mais il a été ratifié par une minorité de pays ce qui empêche son entrée en vigueur. La France est un des premiers pays européens à l'avoir ratifié. Le parlement européen a approuvé sa ratification indique **Les Échos** du 29 mai 2024 ; et le parlement français a voté cette loi le 5 février 2025.

Selon le grand reporter Ian Urbina, auteur de **La jungle des océans**, qui témoigne dans **Ouest-France** du 12 avril 2024, quand il entrera en vigueur, le Traité pourrait exercer « probablement une pression sur la Chine et d'autres flottes hauturières, comme celles de la Corée du Sud et de Taïwan, pour qu'elles gèrent mieux [la] capacité » de leurs flottes de

pêche. C'est surtout la possibilité d'une réglementation des subventions accordées par les gouvernements aux flottes et à la construction de bateaux. Cela pourrait porter préjudice à de grandes flottes de pêche au large, comme celle chinoise (1ère) avec sa « capacité de capture impressionnante ». Néanmoins il reste compliqué de faire appliquer ces lois. Aucun État ne prend en charge le travail d'application car c'est hors de leur zone de souveraineté. Et il semble illusoire de compter sur l'autorégulation des industriels. De plus, ce traité montre déjà des limites, il n'aborde nullement la question des droits des travailleurs de haute mer qui représente plus de 50 millions de personnes, ni l'exploitation des minerais. C'est l'Autorité internationale des fonds marins qui veut soumettre un code minier pour réglementer cette pratique, sachant pertinemment que les États chercheront à tirer profit de cette richesse sous-marine, d'après **Le Télégramme** du 19 octobre 2024.

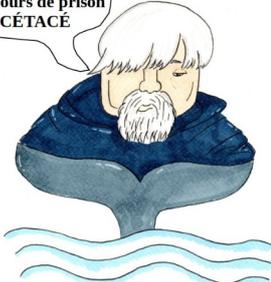
Libération ajoute que le plus déroutant est qu'il n'aborde aucunement la pêche qui reste régie par les organisations régionales. Inquietant au vu du « laxisme » sur 1/4 des réserves marines mondiales qui « n'ont de protégées que le nom ». Et pour 1/3 d'entre elles, les activités industrielles restent autorisées malgré leur incompatibilité avec la préservation. L'ex Secrétaire d'État à la Mer français, Hervé Berville, se disait même « totalement, clairement et fermement » opposé à l'interdiction de la pratique du chalutage de fond si dévastatrice dans les aires marines protégées rapporte **Libération**. Pourtant, l'UE prévoit sa disparition d'ici à 2030. Aussi ce traité reste nécessaire pour atteindre l'objectif de protection d'au moins 30 % des océans acté lors de la COP 25 à Montréal en 2022 ■ **Rozenn Genissel** (TG02)



Paul Watson, gardien des océans

Paul Watson libéré

149 jours de prison CÉTACÉ



Un dessin de Shanti Mahé (PG05)

L'activiste américain-canadien Paul Watson, fondateur de Greenpeace a été arrêté le 24 juillet 2024 au Groenland, après un mandat d'arrêt international émis contre lui par le Japon. Paul Watson est connu pour ses actions « musclées ».

Le Japon l'accusait d'avoir causé des dommages sur un de

ses navires et d'avoir blessé des membres de l'équipage, lors de deux incidents survenus dans l'Antarctique en 2010. Les autorités danoises, souveraines au Groenland, qui l'avaient arrêté, ont hésité longtemps à le remettre aux autorités nippones. Une campagne en faveur de sa libération s'est mise en place. C'est que Paul Watson est devenu une légende sur les océans.

Son activisme remonte à ses 10 ans lorsqu'il voulait protéger les castors. En 1969, étudiant en communication, il rencontre des manifestants engagés « contre des essais nucléaires américains dans une réserve naturelle de l'Alaska, où les ondes de choc tuent des phoques et des otaries » rappelle Libération du 23 juillet 2024. Watson s'insurge et ils fondent ensemble Greenpeace. C'est en 1977 que l'organisation lance sa première campagne anti-phoquier. Il se rend alors à Terre-Neuve et bloque un navire norvégien en plein massacre de bébés phoques. « Dans l'action, il jette le gourdin d'un chasseur dans l'eau glacée et s'accroche aux câbles qui tirent les peaux ensanglantées des mammifères sur le pont » témoigne Libération du 16 Août 2024. Cet épisode est perçu comme une violation de la « philosophie de non-violence » pour ses camarades de l'association. « Le défenseur des océans » est viré de Greenpeace et partira sans regret.

En 1978, il acquiert son premier bateau et recrute un équipage. « Son mode opératoire est la mise en scène » analyse l'historien Pierre-Marie Terral dans Libération. En créant Sea Shepherd, il va mener des combats « musclés » pour défendre les océans et la biodiversité. Watson en quittant l'ONG Greenpeace emporte avec lui l'ADN narratif pour booster les gènes de son association. Il utilisera les médias et les grandes vedettes pour la mettre en avant.

Il fonde la Captain Paul Watson Foundation et proclame : « Nous avons besoin de l'océan pour survivre » selon Le Figaro du mercredi 24 juillet 2024. Il rejette toutes les accusations de radicalité, il se voit comme un justicier. « Il plaide que la violence n'est pas de son côté, mais de celui des braconniers et des industriels qui pillent les océans » d'après Romain Troublé, directeur de la fondation Tara dans Le Figaro. Il a contribué à l'interdiction globale de la chasse commerciale à la baleine jugée comme illégale en 1986 dans le contexte d'un moratoire international. Cependant en 2019, le Japon a décidé de quitter la Commission baleinière pour poursuivre la pêche dans son espace maritime. Sea Shepherd France soupçonne le pays de vouloir reprendre la chasse en Haute Mer dans l'océan Austral et le Pacifique-Nord d'ici 2025. Le Japon défend sa position : il entame « son décollage industriel » grâce à la baleine. Elle est source d'alimentation, riche en protéines. C'est un symbole traditionnel du Japon. L'activiste P. Watson traque alors le bateau-usine japonais Kangei Maru qui peut tuer jusqu'à 200 baleines en un mois. Son action pour protéger les eaux marines et les espèces est considérée comme radicale. En effet son ancien comparse Rey Weyler le décrit comme « radical parmi les radicaux », pourtant il lui voue une profonde « admiration », rapporte Libération.

Devant la mobilisation mondiale en sa faveur, y compris à l'Élysée, le tribunal danois de Nuuk, au Groenland a décidé le 17 décembre 2024, de libérer le célèbre militant écologiste ■ Paola Valanchon (TG09)

Les Fonds marins, nouvel eldorado norvégien

La Norvège est un territoire riche en métaux rares, et vient d'autoriser la prospection minière de ses fonds marins. Après le pétrole et le gaz, cette décision a entraîné de grands espoirs économiques, mais aussi de grandes inquiétudes environnementales.

En Norvège, on trouve d'importantes réserves de minéraux et de métaux dans les sous-sols : des nodules polymétalliques, riches en cuivre, cobalt, nickel et terres rares. Selon Le Figaro Magazine du 2 février 2024, il y aurait : « 3 millions de tonnes de métaux rares, 4 millions de tonnes de cobalt, 38 millions de tonnes de cuivre, mais aussi du lithium, du cuivre, du magnésium et du titane et 185 millions de tonnes de manganèse, soit neuf fois les production mondiale annuelle ». La géologue Hilde Braut dit que tous ces métaux sont « le trésor de demain ». Le parlement norvégien a autorisé la prospection minière d'une zone sous-marine près du Svalbard de 281 000 kilomètres carrés, la moitié du territoire français. Plusieurs sociétés et universités norvégiennes se sont lancées dans le développement de machines capables de récolter ces minerais dans des zones en grande profondeur (-3000 mètres). Des drones sous-marins, des collecteurs téléportés ou encore des robots autonomes. La Norvège justifie son projet en mettant en avant son besoin de réaliser une transition énergétique car ces métaux divers sont utilisés dans la fabrication de panneaux solaires, de batteries électriques et de turbines d'éoliennes. Hilde Braud explique également qu'il faut s'intéresser « de près à ces ressources car nous savons que les technologies vertes sont l'une des solutions pour résoudre les problèmes du défi climatique. »

L'exploitation des fonds marins est une réelle menace sur l'environnement et la biodiversité. Les experts et les scientifiques tentent d'alerter des différents dangers des opérations minières : il existe de nombreux écosystèmes encore inconnus dans les fonds

marins, qui pourraient être victimes de ces exploitations invasives avec une pollution sonore et lumineuse.

C'est pour ces raisons que de nombreuses ONG, des entreprises, ainsi que certains États comme la France ou le Royaume Uni, « se sont plus globalement prononcés pour un moratoire sur l'extraction minière sous-marine » nous rapporte La Tribune du 29 novembre 2024. L'ONG World Wide Fund for Nature a porté plainte contre la Norvège, suite à sa décision d'ouvrir ses fonds marins à la prospection minière. La secrétaire générale de WWF Norvège, Karoline Andaur affirme que la Norvège doit interdire l'exploitation minière des fonds marins « jusqu'à ce que l'on dispose de suffisamment de connaissances pour garantir qu'elle puisse se faire sans nuire à la biodiversité et au bon fonctionnement des écosystèmes ». L'antenne norvégienne de WWF veut que la Norvège accorde des fonds à des organismes de recherches indépendants au lieu de soutenir financièrement les entreprises d'extraction minières. À la suite d'un compromis entre travaillistes, centristes et socialistes, le premier décembre 2024, la Norvège a décidé de suspendre les licences pour l'exploitation minière des fonds marins norvégiens jusqu'à la fin de 2025, nous apprend Le Monde le 4 décembre 2025. Après cette annonce, la directrice de campagne de Greenpeace, Haldis Tjeldflaat Helle a réagi : « c'est une victoire immense, car cette décision interrompt un processus que la Norvège a précipité, en dépit d'une mobilisation énorme, fondée sur une alliance des écologistes avec les scientifiques, les pêcheurs, mais aussi de nombreux États étrangers et organisations internationales ». C'est une bonne nouvelle, mais l'exploitation des fonds marins est toujours un problème, aujourd'hui dans le monde. L'Autorité Internationale des Fonds Marins prépare un code minier avec de nouvelles règles. Pas sûr que cela intéresse Donald Trump qui vient d'autoriser par décret, le 24 avril dernier, l'exploitation minière des fonds marins, y compris dans les eaux internationales. ■ Maya Troalen (TG10)

Des ONG pour l'Océan

Plastic Odyssey c'est un collectif d'entreprises, d'associations, de chercheurs, d'écoles... qui veulent agir pour réduire la pollution plastique sur Terre, en prenant en compte l'humain, facteur central de toute transition. Plus d'infos sur plasticodyssey.org

Sea Shepherd a été fondée en 1977 par le capitaine Paul Watson, au Canada. Aujourd'hui, des entités indépendantes dans plus de 20 pays agissent à ses côtés. L'antenne française, Sea Shepherd France, soutient financièrement, logistiquement et humainement les campagnes internationales et travaille sur les enjeux locaux. Plus d'infos sur seashepherd.fr

Expédition 7e Continent En 2009, durant sa traversée de l'Atlantique à la rame et en solitaire, le navigateur Patrick Deixonne fut bouleversé par la découverte de la pollution par les déchets plastiques. Il créa l'association Expédition 7e Continent en 2010, afin d'alerter le grand public et les décideurs politiques sur cette situation désastreuse. Plus d'infos sur septiemecontinent.com

La fondation Tara Océan Première fondation reconnue d'utilité publique consacrée à l'Océan en France, le laboratoire scientifique, la goélette Tara, navigue dans le monde entier pour étudier l'Océan. Cette fondation se base sur des recherches scientifiques autour des océans et permet une sensibilisation du grand public. Plus d'infos sur fondationtaraoccean.org

Paul is back



Hello Goodbye

Cachalots Cachot

Une COP décevante !

La COP 29, conférence des Nations Unies sur le climat s'est tenue du 13 au 24 novembre 2024 à Bakou en Azerbaïdjan. Marine Pouget, responsable gouvernance internationale sur le climat au Réseau Action Climat (R.A.C.) de retour de la COP, a décrypté au lycée Valin les enjeux de cette conférence. Deux élèves l'ont interviewée pour la Webradio et Géopoliticus.

Selon l'ONU, les pays riches sont les pollueurs historiques, ils doivent donc financer la transition écologique des pays en développement. Pour certains d'entre eux, les pays insulaires menacés de submersion, il était vital de trouver un accord financier à cette COP. À Bakou, l'Union européenne a demandé que les pays émergents, Chine, Inde... et les pays du Golfe, actuellement pollueurs et riches, participent au financement de la transition et de la protection des pays les plus pauvres. Ce fût là le blocage majeur que la présidence de la COP, incapable de jouer les médiatrices, n'a pas pu faire sauter. Résultat, sur les 1000 milliards estimés par le GIEC pour financer la transition écologique des pays en développement d'ici 2030, la COP ne s'est entendue que sur un chiffre de 300 milliards.

Par ailleurs, l'engagement par les États, arraché à Dubaï l'année dernière, de sortir des énergies fossiles n'a pas été suffisamment confirmé à Bakou. Les problématiques de l'inégalité des genres face au changement climatique n'ont pas été évoquées, certains États comme la Russie ou l'Arabie Saoudite estimant que ces questions ne relèvent pas de la COP.

« Rageant »,

« Décevant », selon Marine Pouget mais elle affirme que tout n'est pas perdu. Ce n'est pas la première COP-finace qui déçoit, rien n'était sorti de celle

Bienvenue à la COP 29 à BAKOU !

Montage GEOPOLITICUS



C'est ça, une COP environnementale à bas coûts, hé, hé, hé

de Copenhague en 2009. D'abord, il y a une « petite fenêtre » : la COP 29 prévoit de revoir le financement climat à la COP 30 au Brésil l'année prochaine. De plus les ONG ont beaucoup appris de la COP de Bakou, elles ont pu mesurer à quel point on n'est pas dans un monde ouvert à la solidarité. Le lobbying puissant des grandes entreprises depuis la COP de Paris les pousse en outre à changer leur manière de faire. Et puis il faut continuer d'agir au national, Marine Pouget rappelle que les choix de consommation, d'énergie et de mobilité des citoyens peuvent peser sur les orientations économiques et politiques.

Leopold Le Berre

Pour plus d'informations, l'intégralité de l'interview de Marine Pouget par les élèves de Valin est disponible en podcast sur le site du lycée.

VERBATIM : « il aurait fallu avoir le courage politique de taxer les plus riches et les entreprises polluantes » Marine Pouget

GEOPOLITICUS : Est-ce que la présidence azerbaïdjanaise de la COP a tenu son rôle ?

MARINE POUGET : Non pas vraiment [...] Le pays n'était pas candidat déjà. [...] En terme de logistique, c'était très bien organisé. Mais, la présidence des COP, c'est faire de la diplomatie dans les coulisses, pour éviter les blocages. Elle doit mettre de l'huile dans les rouages. Or, l'Azerbaïdjan s'est juste occupé d'organisation. Elle n'a pas organisé de rencontres pays par pays, prévues en cas de blocage. Cette présidence n'était pas à la hauteur.

- Les émissions de GES des pays développés émergents sont au cœur du débat : s'est-on mis d'accord sur les responsabilités de chacun ?

- C'est le centre du problème et de la crispation. Les pays développés et les pays émergents. Comment calculer la responsabilité climatique d'un pays ? Officiellement, le GIEC est le bras scientifique de la CNUCC. La responsabilité historique sur le climat se voit au temps que l'État a pris pour polluer en s'industrialisant. Combien de temps un État a pollué, sans se restreindre, pour se développer ? Pour ça, les champions du monde sont l'UE et le Royaume Uni. C'est là qu'a commencé la révolution industrielle. Les Européens polluent depuis deux siècles et sont donc ultra-responsables avec les États-Unis. Le Japon est considéré aussi comme un pollueur

historique. [...]

Après, il y a la responsabilité des pollueurs émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud qui n'ont pas forcément les moyens. Il y a le cas particulier des pays du Golfe extrêmement riches. Ils ont les moyens de se protéger et de faire leur transition.

Tous les autres pays émettent très peu et ont moins de moyens pour se protéger et faire leur transition. Ce sont les pays les plus frappés par le changement climatique. C'est le continent africain. C'est donc une injustice climatique. Qui est responsable ?

Combien d'argent doit venir des pays riches vers les pays en développement ? Or pour l'ONU, Chine et Inde sont dans les pays en développement. Ce qui agace l'UE qui pollue moins que ces deux États. Donc l'UE a averti qu'elle ne voulait pas payer plus car d'autres pays - les États du Golfe - peuvent payer. [...] La position fermée de l'UE s'explique aussi par sa radicalisation vers la droite [depuis les élections européennes de juin 2024]. Elle est devenue conservatrice, fermée sur ces



questions financières.

En face, on avait un bloc du Sud un peu fragmenté. Les Pays les Moins Avancés et les États insulaires du Pacifique, très impactés, ne pouvaient pas rentrer chez eux sans accord. C'est une question de survie.

Pour les sauver, le GIEC calcule qu'on a besoin de 1000 milliards par an pour la réduction des émissions chez eux, l'adaptation et les pertes et dommages pour réparer après les catastrophes. L'UE a proposé à peine 250 milliards mais a réussi à convaincre les pays les plus fragiles qui ne pouvaient pas repartir sans rien. Pour trouver les 1000 milliards, ce serait possible en taxant les grandes industries fossiles et les plus riches, comme le proposait le G20 réuni en même temps que la COP. Mais il faut avoir le courage politique de taxer les plus riches et les entreprises polluantes [...] Les États des Brics, en particulier le Brésil, ont tenu ce discours à l'UE lors de la COP. Mais les États insulaires, sous la pression climatique, ont préféré l'accord proposé. Personne ne s'est mis d'accord sur les responsabilités. On est sorti de l'accord avec un petit pourcentage pour les pays les plus touchés.

Pour moi, c'était la pire COP, c'était rageant car on savait que c'était possible. ■

Propos recueillis par Léopold Le Berre (PG07) et Jean Trauet (PG06)



La Chine vieillit

La Chine a longtemps été le pays le plus peuplé du monde, elle a perdu ce titre au profit de l'Inde en 2023. Elle devrait perdre 200 millions d'habitants d'ici 30 ans et vieillir rapidement.

La Chine est victime d'un fort vieillissement, d'après **Le Monde** du 16 septembre 2024. Les habitants de plus de soixante ans représentent aujourd'hui 297 millions d'habitants sur 1,4 milliard contre 126 millions sur 1,2 milliard en 2000. Cela est dû à la politique de l'enfant unique (1979-2016). Les adultes qui vivaient durant cette politique sont aujourd'hui des personnes âgées et n'ont eu qu'un enfant, ce qui fait qu'actuellement les personnes à la retraite sont plus nombreuses que les personnes en activité. Pour cela le gouvernement retarde régulièrement l'âge de départ à la retraite. D'autant plus que l'espérance de vie augmente de plus en plus (40 ans en 1950 contre plus de 78 ans aujourd'hui). En outre, la caisse de retraite sera à sec d'ici 2035.

De plus, d'après **Le Monde** du 6 décembre 2024 et **La Tribune** du 29 octobre 2024, la natalité est en forte baisse, pour plusieurs raisons : tout d'abord, les jeunes se désintéressent de plus en plus du mariage, obligatoire pour avoir des enfants en Chine. À cela s'ajoute l'augmentation des coûts pour élever un enfant. L'éducation n'est pas gratuite. De plus, une des traditions chinoises est de s'occuper de ses parents âgés.

Ce rôle doit être tenu par l'aîné de fratrie ou de l'enfant unique, qui n'est donc pas épaulé par des frères et sœurs. Un couple d'enfants uniques a donc moins de temps et d'argent à consacrer à un enfant, puisqu'il doit s'occuper de quatre parents. Enfin, de plus en plus de jeunes sont au chômage.

Chine : Feu le dragon !



GEOPOLITICUS®

Pour relancer la natalité en Chine, la politique des 2 enfants a été mise en place en 2016, puis la politique des 3 enfants en 2021. Le gouvernement force la main aux femmes en âge de procréer. Des affiches de propagande clament que « les frères et sœurs sont le plus beau cadeau que les parents puissent faire à un enfant » ou encore « avoir un ou deux enfants est bien, pourquoi pas un troisième ! ». Des subventions sont proposées aux jeunes parents. Ceux de la ville de Canton reçoivent 2600€ pour leur deuxième enfant et 3900€ pour le troisième. Des congés maternité (158 jours) et paternité (au moins 15 jours) sont également proposés. Enfin, puisque pour avoir un enfant il faut être marié, un congé mariage a été mis en place.

Malgré tout, la Chine connaît une baisse de main-d'œuvre conséquente, ce qui ralentit sa croissance économique.

Seul point positif pour **Le Monde** du 13 juillet 2024 : cela réduira les pressions sur l'environnement ■

Maëlwenn Le Lay-Poiret et Yael Azen (S10)

Dans le dossier Océan, en page 19, un article de **Hanaé Maillefer et Léna Blachère (S09)** sur la pollution plastique.

La Californie brûle et Trump regarde ailleurs.

Les incendies en Californie ont fait la Une de toute la presse en janvier...avec l'élection de Trump. Quand un président climatosceptique nie les causes de la catastrophe, les mêmes effets risquent de se reproduire.

Réchauffement climatique oblige, pendant l'été 2024, des sécheresses ont touché la Californie. « Les végétaux entourant Los Angeles se sont desséchés sur pied, formant le combustible parfait pour les premières flammes » selon **Libération** du 10 janvier 2025. Début janvier, des incendies ont donc fait rage dans la région. « Au moins cinq personnes sont mortes. Plus de 7 500 soldats du feu ont été mobilisés en Californie où plus de 130 000 habitants ont été forcés de fuir les flammes. À Los Angeles, les villas des stars ne sont plus que des cendres. Plus de 1 900 bâtiments ont été détruits. La puissance des vents chauds et secs de Santa Ana, qui soufflent à l'automne, a atteint des pics d'intensité de 120 à 160 km/h sur les hauteurs » rapporte **La Voix du Nord** du 10 janvier 2025.. Probablement l'épisode le plus fort depuis dix ans. La Californie « une zone de guerre » ont déclaré ses habitants.

Dans la région, la crise climatique inquiète les habitants depuis bien longtemps. Déjà en 2022, ils avaient été confrontés au choix suivant : partir ou rester. Le climatologue Peter Kalmus, ayant vécu une grande partie de sa vie en Californie se confie dans **Courrier International** du 29 janvier 2025 : « J'ai choisi de partir ». Comme lui, les habitants perdent leurs maisons, mais parfois aussi tout ce qu'ils possédaient, ils partent dans l'urgence avec le minimum. Ces habitants n'ont rien demandé, et ils ont tout perdu.

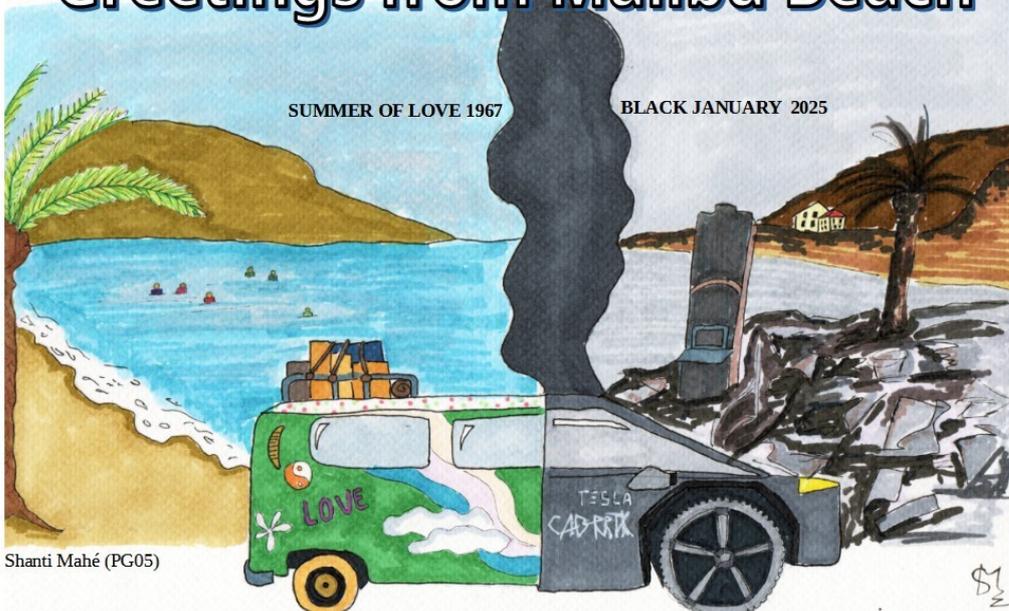
Certains Californiens sont révoltés face à l'inaction du président Donald Trump. Dans le **New York Times** du 10 janvier, « les Californiens militent en faveur de l'adoption d'énergies renouvelables, ou tout simplement non fossiles ». De nombreux tweets de prévention, d'articles de presse et de conférences sur le climat se mettent en place permettant aux Californiens d'être plus renseignés sur le changement climatique face à toute la désinformation propagée par les propriétaires des usines responsables des chocs climatiques et du climatoscepticisme du président américain. « La Californie, État le plus peuplé des États-Unis et leader en matière d'environnement, est dans le collimateur du nouveau président américain, pas réputé pour sa fibre écologique. Mais pas question pour le Golden State d'abandonner la lutte pour le climat » rapporte **Le Télégramme** du 10 novembre 2024 qui précise que son gouverneur démocrate Gavin Newsom est en guerre contre la nouvelle politique du président Trump et son choix de continuer d'exploiter des énergies fossiles et de rompre les accords de Paris sur le climat ■

Iléana Pougnaud et Paloma Bedain (S10)

Greetings from Malibu Beach

SUMMER OF LOVE 1967

BLACK JANUARY 2025



Shanti Mahé (PG05)

CALIFORNIE : « Retour vers le Futur » ou « C'était mieux Avant ! » ?
L'éternel débat des Anciens et des Modernes



Au CDI, nous avons lu pour vous en mémoire(s) de la SHOAH

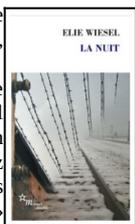


En cette 80^e année de commémoration de la libération des camps, Clara, Manon, Rose, Valentine, Emma, Lyam et Paolo ont lu des livres sur la Shoah en Europe.

« **Brusquement, la guerre** ». Les Allemands envahissent Varsovie, les premières répressions des Nazis, les interdictions imposées aux Juifs, et la mise en place de mesures discriminatoires. « *Ils nous fouillent, nous humiliant, nous tuent* ». **Martin Gray** n'a que 17 ans en 1940 quand lui, sa mère et ses frères sont parqués dans le ghetto de Varsovie. « *Ici, Polonais, Juifs, nous sommes tous devenus des bêtes soumises au destin* » dit-il. Il veut survivre et participe au marché noir mais, lorsqu'il voit les siens déportés, il les rejoint. « *Notre wagon roulait vers Treblinka [...] ici commence un autre temps [...] Adieu les miens. Pour vous, je ne peux qu'une seule chose, vivre encore, pour vous venger* ». Évadé, il participera au soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943 et s'enrôlera dans l'Armée rouge. Après la guerre, Martin s'installe à New York et refait sa vie entre Amérique et France.

Au nom de tous les miens m'a profondément touché, **Martin Gray** essaie de dire pourquoi il faut vivre et comment on peut atteindre le bonheur et l'espoir malgré tout. Je suis reconnaissante d'avoir pu découvrir cette histoire mémorable. Mes arrière-grands-parents ont caché des Juifs pendant la guerre et l'histoire de Martin me rappelle le courage que tous ces survivants et résistants ont dû avoir pour survivre face au nazisme. J'aurais aimé connaître mes ancêtres pour écouter leur histoire de justes et qu'ils me racontent la terreur à cette époque. Le livre n'a fait que développer ce désir. La vie de Martin Gray a été à la fois dure à lire comme elle a été émouvante et époustoufflante. Son courage doit être un exemple, il permet d'honorer la mémoire de ses proches, et des six millions de Juifs morts durant la Guerre. Merci à lui d'avoir témoigné « *au nom de tous les siens* » ■ **Clara Marangon (TG06)**

La Nuit. Le récit à la première personne d'**Elie Wiesel** est poignant, bouleversant et révoltant. Déporté de Hongrie en 1944, Elie Wiesel le futur écrivain et Prix Nobel de la Paix, parvient à Auschwitz. « *Un officier vociférait : « Vous ignorez cela ? [...] On va vous brûler ! Vous calciner ! Vous réduire en cendres ! » Sélectionné pour le travail, Elie voit des scènes d'horreur et d'anéantissement. « *L'Humanité ne s'intéresse pas à nous. Aujourd'hui tout est permis. Tout est possible, même les fours crématoires* ». Autour de lui, les hommes finirent par réciter le Kaddich, la prière des morts. Ainsi, naquit chez Elie la révolte religieuse.*



En effet, pourquoi remercier le Dieu qui ne le protégerait pas de son triste sort ? Le camp avait donc changé à jamais le jeune garçon. Travail forcé, tortures, souffrances et marches de la mort, Elie Wiesel sera libéré en avril 1945 à Buchenwald, « un cadavre me contemplait dans le miroir ».

On peut comprendre qu'à sa publication en 1958, il ait été peu accueilli par le public qui souhaitait tourner la page. Le livre témoigne de la violence envers les Juifs[...] dans les ghettos, dans les trains, dans les différents camps et à nouveau lors des marches de la mort. La question juive est au cœur de l'œuvre et de la vie de l'auteur, même si le livre remet en question la religion. Il sera d'ailleurs mal vu par Israël pour cette raison. Très détaillé, il est une mine d'informations. En outre, le « je » et l'âge du jeune homme, invitent à l'identification, ce qui nous rapproche de l'histoire vécue et nous fait réfléchir aux différents partis politiques actuels et à leurs ambitions ■ **Manon Prod'homme (TG08)**

LE FIGARO

CINÉMA DANS « UN PAYS FAIT BOCUNNI, TIMOTHÉE CHALAMET INTERPRÈTE DE DYLAN AVEC BEAUCOUP DE JUSTICE » PRÉMIER DE LA SÉRIE « CRYPTOMONNAIES LA FLAMBEUR DU RETOUR ATTIRE DE PLUS EN PLUS D'ÉPARQUAISANTS » FRANÇAIS PRÉMIER



Montage GEOPOLITICUS



LE NÉGATIONNISME DÉFINITIVEMENT ENTERRÉ ?

Dans **Les exportés**, **Sonia Devillers** raconte l'histoire de ses grands-parents roumains juifs à Bucarest en Roumanie pendant et après la Seconde Guerre mondiale. L'auteur écoute leurs anecdotes quand elle était enfant.

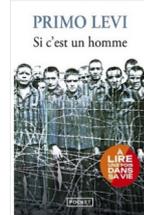
L'antisémitisme s'installe en Roumanie avec le mouvement politique « la Garde de Fer » dans les années 1930. Violences et pogroms ont lieu à Bucarest. Le Roi adopta un gouvernement ultranationaliste et conservateur qui s'empresse « *d'adopter des lois antisémites calquées directement sur celles de Nuremberg* ». Le fascisme s'était définitivement installé en Roumanie. Après un putsch de la Garde de Fer, Antonescu, allié des Nazis, est au pouvoir. Pour les Juifs roumains, la Shoah commence vraiment avec des massacres à Bucarest, à Iasir et dans la région qu'on appelle aujourd'hui la Transnistrie.

La Roumanie « libérée » se retrouve sous contrôle soviétique après la guerre. Harry et Gabriela adhèrent au Parti communiste dans l'espoir d'une nouvelle vie [...] qui les déçoit. Ils parviendront à passer le rideau de fer en 1960 profitant d'une politique officieuse de l'État. Pour moderniser son agriculture, la Roumanie accepte d'importer du matériel et des cochons de l'Ouest contre...des Juifs roumains. Le Juif était une monnaie d'échange pour moderniser le pays. Les grands parents de l'auteur arrivent à Paris.

Avant la lecture de ce livre, je ne m'étais jamais intéressée à la Roumanie ou à n'importe quel autre pays d'Europe de l'Est. Je ne savais rien du sort qui y avait été réservé aux Juifs après-guerre. Après avoir lu cet ouvrage, je m'aperçois combien la Shoah et la guerre froide ont affecté ces pays profondément ■ **Rose Lis (TG08)**

Si c'est un homme. Juif italien et antifasciste, **Primo Levi** est arrêté en 1944 et déporté à Auschwitz. « *Le camion s'est arrêté et nous avons vu apparaître une grande porte surmontée d'une inscription vivement éclairée (aujourd'hui encore, son souvenir me poursuit en rêve) : Arbeit Macht Frei, le travail rend libre* ». A leur arrivée, les SS leur annoncent brutalement la vérité sur leur sort « *Vous n'êtes plus ici chez vous ; ce n'est pas un sanatorium, ici, d'ici, on n'en sort que par la cheminée* ».

A travers son témoignage sur l'univers concentrationnaire, Levi met en lumière une réflexion terrible sur le danger des idéologies.



Il écrit « les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux ; ceux qui sont plus dangereux, ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter ». Cela met en garde contre la capacité de l'homme ordinaire à se laisser manipuler, et comment cette obéissance aveugle a permis aux atrocités du nazisme de se perpétuer.

Si c'est un homme m'a vraiment marqué. Ce témoignage émouvant nous plonge dans l'horreur des camps. C'est un livre qui fait réfléchir, non seulement sur la guerre, mais aussi sur la nature humaine. C'est une lecture qui, pour moi, reste essentielle aujourd'hui ■ **Valentine Vye-Deloffre (TG06)**



Dans **Retour à Lemberg**, l'avocat franco-britannique **Philippe Sands** se livre à une enquête sur quatre personnages : Hans Frank, gouverneur et bourreau de la Pologne, son propre grand-père juif Léon Bouchholz, Hersch Lauterpacht et Raphael Lemkin, deux étudiants juifs en droit, ces trois derniers habitant

Lemberg, ville polonaise, puis allemande, puis ukrainienne aujourd'hui sous le nom de L'viv..

Ce livre a le mérite de nous raconter le destin de Hersch Lauterpacht et Raphael Lemkin qui ont échappé à la Shoah, se sont réfugiés à l'Ouest. Le premier a inventé la notion de « crime contre l'humanité », le second celle de « génocide » pour le procès de Nuremberg.

Je pense que tous deux ont œuvré pour alerter sur ce qui se passait en Europe, pour la défense des minorités, et pour pouvoir juger les coupables avec les termes les plus appropriés ■ **Lyam Boeda (TG08)**



Mémoires, de **Beate et Serge Klarsfeld**

est selon moi un livre puissant qui mêle histoire personnelle et engagement pour la justice. La détermination des Klarsfeld force le respect : leur traque des criminels nazis (Eichmann, Barbie) et leur combat pour la mémoire de la Shoah montrent une ténacité exemplaire. L'ouvrage équilibre rigueur historique et émotion. Plus qu'un simple récit, c'est une leçon de courage et de persévérance face à l'oubli et à l'impunité. Un livre essentiel pour comprendre l'importance de la mémoire et de la justice ■ **Emma Galy (TG02)**



Michaël, **Le Liseur**, est un jeune de quinze ans qui vit dans l'Allemagne d'après guerre. Il tombe amoureux d'une femme de vingt ans son aînée : Hanna. « *Très rapidement, un rituel s'était installé entre eux : il rentrait du lycée, elle du travail, il lui faisait la lecture d'un livre à voix haute, ils*

prenaient une douche et faisaient l'amour ». Il devient **Le liseur** d'Hanna. Mais, du jour au lendemain, elle disparaît laissant tout derrière elle.

Choqué, après l'avoir vainement cherchée, Michaël finit par se résigner. Alors qu'il est devenu étudiant en droit, il participe en 1963 à un séminaire qui le fait assister à un procès d'anciennes gardiennes d'Auschwitz. Parmi les accusés, il reconnaît Hanna. A travers son livre, **Bernhard Schlink** fait émerger la vision de la génération née juste après la guerre qui doit vivre avec les crimes de ses parents. Ces procès sont ceux d'une génération qui a activement participé à la Seconde guerre mondiale et à la Shoah. Il y a une volonté chez ces jeunes étudiants de pointer du doigt les crimes longtemps occultés par leurs parents. Pendant le procès, en écoutant les témoignages, Michaël comprend le lourd secret d'Hanna et son comportement pendant, après la guerre et même en prison. C'est le roman du malaise générationnel sur la Shoah en Allemagne ■ **Paolo Bailly (TG06)**



Camille étudie les Relations internationales au Canada



Salut ! J'étais à votre place l'année dernière et je sais à quel point ça peut être déstabilisant et stressant de choisir une orientation. Pour ma part j'avais décidé de tenter ma chance et de postuler à l'Université de Montréal en plus des propositions Parcoursup. J'ai été finalement acceptée dans un Baccalauréat (équivalent d'une licence en France) en Études Internationales au Canada. J'ai donc démissionné de Parcoursup après les résultats, et je suis partie en août 2024 ! Évidemment j'avais peur d'aller si loin mais je ne regrette pas du tout. Le système est très différent, je n'ai que 5 cours dans la semaine ce qui me laisse le temps de m'investir dans un journal étudiant et dans des associations.

Ce voyage m'apporte énormément de choses ! Évidemment je deviens plus autonome et j'apprends à m'adapter à une demande de travail totalement différente de

celle du lycée, mais un de mes buts principaux est aussi de découvrir la vie étudiante (très dynamique), la culture et les paysages canadiens.

La spécialité HGGSP et la prépa SciencePo au lycée l'année dernière m'ont confortée dans le fait que j'adore l'actualité de manière générale, en particulier ce qui touche à la politique et aux relations internationales. J'étudie dans un programme aux cours très variés : je fais ainsi du droit international, de l'économie, de la science politique ou encore de la théorie des relations internationales. Certains me plaisent énormément et d'autres beaucoup moins mais j'aurai la possibilité l'année prochaine de choisir la branche qui m'intéresse le plus. Mes études sont exigeantes mais l'Université nous incite à sortir de nos cours traditionnels pour participer à des conférences ou des ateliers, c'est top :) Je sais que le fait de partir si loin peut être intimidant mais c'est aussi une super opportunité d'études et surtout d'expérience personnelle !

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'envoyer un message !!
(camillerayneau185@gmail.com) ■

Camille Rayneau, ancienne élève à Valin

Safia étudie le droit franco-allemand à Rennes



Après beaucoup d'hésitations, je suis arrivée en fac de droit à Rennes, parcours Juriste franco-allemand.

Ce parcours se déroule en 5 ans : d'abord 3 ans de licence en France avec des cours en allemand de droit comparé puis le master se déroulant principalement en Allemagne. Je suis alors déjà orientée vers le droit européen ou international. Plus tard je pourrai aussi choisir une spécialisation de mon droit, parmi celles qui m'intéressent il y a par exemple le droit des réfugiés ou le droit de l'environnement.

Au lycée, des cours de droit ne signifiaient pas grand-chose pour moi, n'ayant jamais eu l'occasion d'y assister. Bien que je ne sois qu'en première année et donc qu'un « bébé du droit » comme j'aime le dire, le Droit me paraît déjà bien moins abstrait et je comprends mieux les attendus de l'enseignement.

J'aime comprendre comment le Droit de manière générale organise nos vies. Le droit privé régit les relations entre individus. Mais celui que je préfère, c'est le droit public qui organise le fonctionnement des institutions

et dans lequel on trouve une dimension bien plus politique. Je trouve aussi étonnant et très formateur d'apprendre l'évolution de l'organisation des sociétés pour comprendre la nôtre par les cours d'histoire du Droit.

Ainsi les cours de Droit sont très divers et leurs dimensions sont toutes intéressantes. En parallèle, je mène ma vie d'étudiante à Rennes. Dès mon arrivée il me semblait important de trouver des activités extra scolaires pour rencontrer de nouvelles personnes. La fac organisait des journées de présentation des associations lors desquelles j'ai pu découvrir le syndicat dans lequel je suis aujourd'hui engagée. Nous organisons des événements réguliers pour lutter contre la précarité étudiante par exemple.

La fac permet aussi un accès, souvent gratuit à beaucoup de sport. J'ai alors commencé l'escalade.

Cours en amphithéâtre, travail personnel, escalade, engagement dans le syndicat étudiant, temps personnel, sorties entre ami.es, week-end découverte de la Bretagne et bien sûr retour à La Rochelle, ainsi j'organise mes semaines. Un début dans la vie étudiante à Rennes prometteur et riche en expériences ■ **Safia Piquard**

Manon est à Sciences-Po Bordeaux

Je suis actuellement en 2e année à Sciences Po Bordeaux, une école que je ne connaissais pas avant le lycée. C'est grâce à certains professeurs que j'ai découvert cette formation, et j'ai été attirée par la diversité des débouchés qu'elle offre, ne sachant pas ce que je voulais faire plus tard.

J'ai donc passé l'oral de Sciences Po Bordeaux ainsi que le concours commun des autres IEP. Admise aux deux, j'ai finalement choisi Bordeaux, notamment pour son fonctionnement et la place importante accordée à l'international, avec une année d'échange obligatoire.

Depuis mon entrée à Sciences Po, j'ai pu suivre des enseignements variés, et certains m'intéressent particulièrement, comme le droit international et les relations internationales. La charge de travail est exigeante, mais les cours permettent d'acquérir une solide culture générale et une bonne capacité d'analyse : on apprend une véritable méthode de travail qui est propre à Sciences Po. Les cours se divisent en deux catégories : les cours magistraux, que je préfère personnellement, et les conférences de méthode, en plus petit comité, qui sont davantage basés sur la discussion et les présentations orales.

En parallèle, la vie associative est très dynamique, ce qui permet de s'investir dans des projets en dehors du cadre académique. Je fais partie de l'association de photographie, ce qui me permet de continuer une activité qui me passionne depuis plusieurs années, et je pratique également le rugby, une expérience que je n'aurais pas imaginé tenter en arrivant ici. J'ai également décroché un job étudiant consistant à donner des conférences de géopolitique en dehors de Sciences Po, ce qui me permet d'approfondir certains sujets que j'étudie avec des personnes intéressées par ce que j'ai à raconter.

L'année prochaine, je partirai à Trinity College, à Dublin, pour mon année d'échange obligatoire. J'ai hâte de découvrir un nouveau système universitaire, d'approfondir certaines matières dans un cadre différent et d'évoluer dans un environnement anglophone.

Si je devais donner un conseil à un lycéen qui s'intéresse à Sciences Po, ce serait de ne pas hésiter à en parler avec les professeurs qui connaissent bien ces formations. Leurs conseils et leur expérience peuvent vraiment aider à mieux comprendre ce que Sciences Po peut offrir et à se préparer aux épreuves. Et surtout, il ne faut pas se laisser impressionner par le concours ou par l'image que l'on peut avoir de l'école. Avec du travail et de la motivation, c'est une voie accessible et qui ouvre plein d'opportunités ■

Manon Sutra

Maël entre Histoire et Journalisme



J'étais élève en Spé HGGSP à Valin en 2019-2021. Après le lycée, j'ai rejoint, avec une volonté modérée, la Sorbonne pour y entamer une licence en histoire. Là, j'ai compris assez vite que je ne finirais pas mon cursus. La méthodologie prenait trop de place dans les cours et mon intérêt pour les époques médiévale et moderne était assez

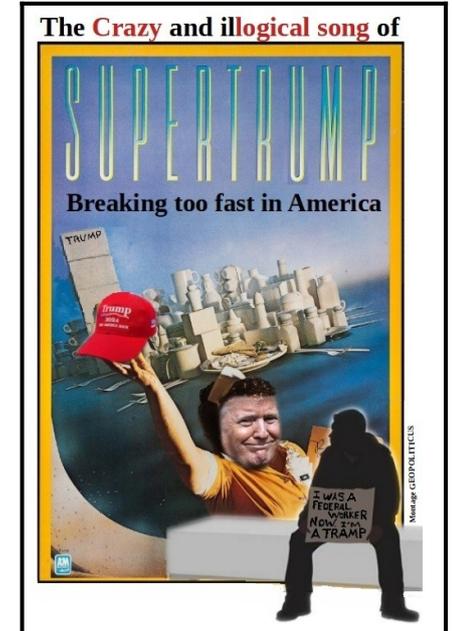
faible. J'ai tout de même terminé et validé mon année.

Par la suite, j'ai été reçu à l'**Institut Supérieur de Formation au Journalisme (ISFJ)**, une école privée parisienne dans laquelle je me suis formé à tout type de médias (presse écrite, radio, télévision, web). Dans une envie de plus de concret et de pratique, je me suis engagé dans cette voie et je suis actuellement dans ma troisième année. Depuis septembre 2023, je suis en alternance et exerce le métier de **journaliste... à la SNCF**. Étonnant, je sais ! En résumé, il s'agit de réaliser des interviews des principaux dirigeants de l'entreprise et de faire des reportages partout en France pour tenter d'améliorer l'image de la SNCF dans l'opinion publique.

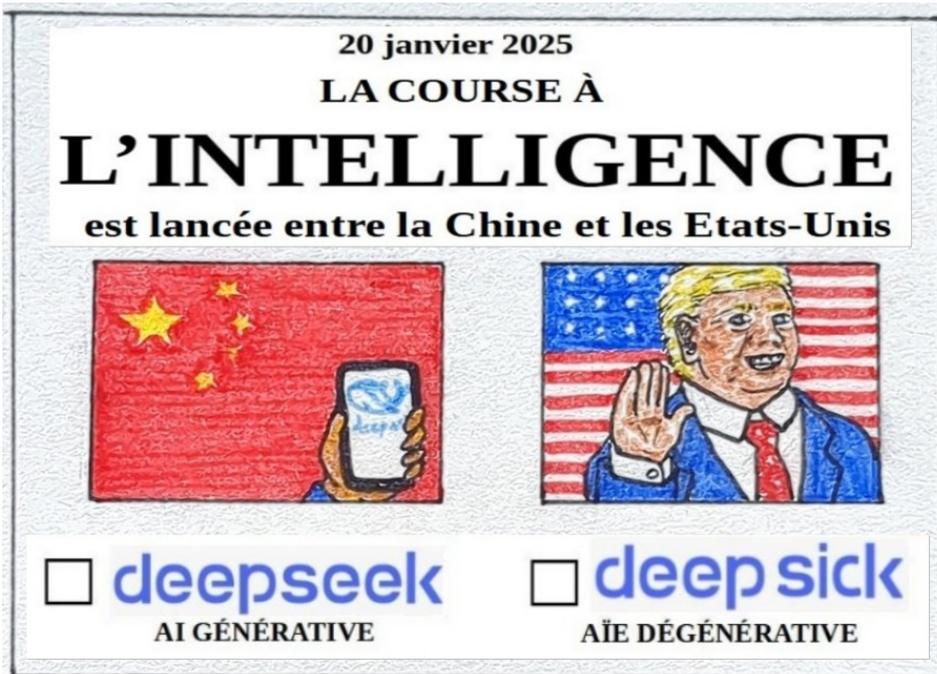
Mais l'école de journalisme ne m'apporte que peu de théorie et de connaissances.. C'est pourquoi, j'aimerais revenir à l'université et m'engager dans une maîtrise (master) en histoire à Montréal pour combiner cette volonté de revenir à de la théorie et en même temps avoir une expérience à l'international.

Si j'ai deux conseils à vous donner : saisissez les opportunités qui s'offrent à vous sans *a priori*, je ne pensais pas travailler pour la SNCF et pourtant, j'y suis très bien ! ; le second étant de faire attention à la tentation de l'enseignement privé, vérifiez bien que l'école soit reconnue et qu'elle ne vous ferme aucune porte pour la suite de votre parcours (le retour à l'université, en master par exemple, est assez difficile après, même avec un bon bulletin...). Si les élèves et lecteurs ont des questions, j'essaierai d'y répondre ■ **Maël Bourgoin** maelbourgoin@laposte.net

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, nos projets non aboutis...



Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en Date Limite de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les Dessins en Limite de Censure, nos projets non aboutis...



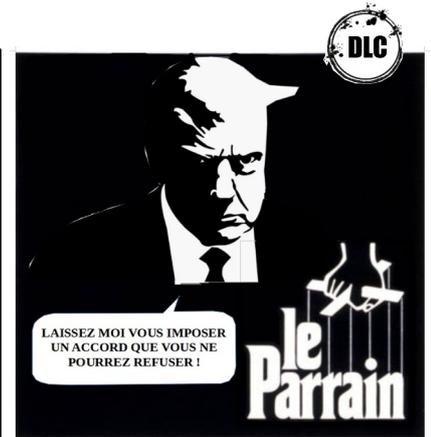
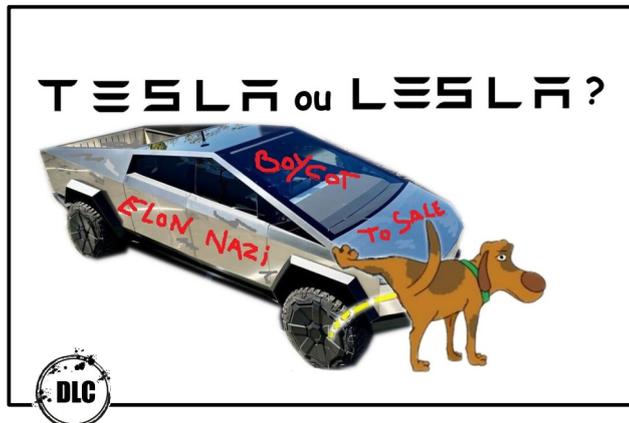
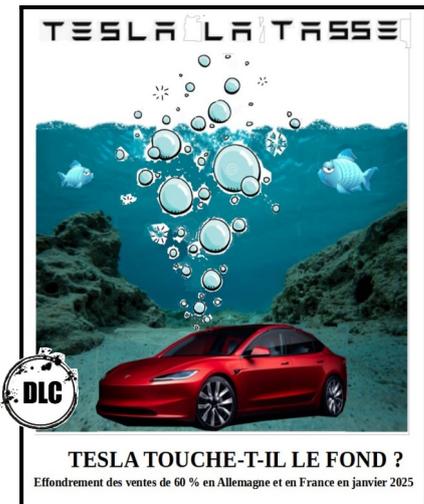
Un dessin de Yaël Azen (S-10)

COOL! WOW! YEES!

Illustrations DLC

OOOPS WTF?! NOOOO!

Tous les dessins qui n'ont pas trouvé leur place dans les articles, tous les dessins en **Date Limite** de Communication en raison de l'actualité qui file, tous les **Dessins en Limite** de Censure, nos projets non aboutis...



Bauhaus et Extrême-droite vus par nos étudiants en Arts



Un collage et mélange de Nazis des années 1930, de l'AfD actuelle et de Néo-Nazis défilant devant le Bauhaus de Dessau. Réalisation de Léna Ferreira, Gabriel Sabirou et Maële Chouin de la classe de CPES.

Tous les dessins et montages, DLC ou pas, signés ou pas, sont des créations originales de la rédaction de GEOPOLITICUS.

Tous ces dessins, seront exposés au CDI en juin, dans notre exposition : **LA VALISE DIPLOMATIQUE EN CARTOONS**

